CMJN

ENQUÊTE

MARDI 13
FÉVRIER 2018
NUMÉRO 1990

100 F

CAISSE D'AVANCE, EMPRUNT OBLIGATAIRE, ÉCLAIRAGE PUBLIC...

La plaidoirie du maire



Khalifa Sall : "L'objectif de la procédure est juste de neutraliser la ville et d'empêcher celle-ci de mener de gros investissements".
"Je suis l'un des rares maires de la capitale à ne pas avoir de bail à Dakar"

P. 7

CIRCULATION DANS L'ESPACE CEDEAO

Macky appelle à bannir les mauvaises pratiques



P.2

APRÈS LEUR RENCONTRE AVEC LE PM

Le Sames maintient son mot d'ordre de grève



P. 6

OUMAR YOUM (DC DU PRÉSIDENT)

"Il faut arrêter la surenchère et le chantage"



P.4

L'OPPOSITION ET LA PRÉSIDENTIELLE DE 2019

Le casse-tête du candidat

P.3



CRIME PASSIONNEL À YEUMBEUL

Pathé Ndao poignardé à mort pour les beaux yeux d'une collégienne

"L'amour est une triste histoire, toujours fatale pour quelqu'un". Cette citation du dramaturge français François Hertel sied bien au cas Pathé Ndao. L'amour lui a été fatal puisqu'il a perdu la vie pour avoir aimé une jeune collégienne. Habitant au quartier Yeumbeul, en banlieue dakaroise, le jeune amoureux a été poignardé à mort lors d'une dispute entre F. Ndiaye et ses acolytes. Selon nos informations, le suspect sortait avec une fille du nom de Y. Diop, élève dans un collège. Mais depuis la Tabaski, ce n'était plus le parfait amour entre les deux tourtereaux. Aussi, la demoiselle a-t-elle entamé une nouvelle relation avec Pathé Ndao.

F. Ndiaye, toujours amoureux de la jeune fille, a voulu la reconquérir. A cet effet, samedi dernier, il s'est rendu chez la demoiselle pour lui renouveler sa flamme. Y. Diop, qui avait déjà tourné la page, l'a éconduit. Sans désemparer, l'ex-amant est revenu pour faire des remontrances à la fille puisque la persuasion n'avait pas marché. Ce qui n'était qu'un subterfuge car F. Ndiaye était en compagnie d'un de ses amis du nom de Aziz et d'un autre dont le nom ne nous a pas été donné. Ainsi, le trio a tendu un guet-apens à Pathé Ndao qui était venu voir sa dulcinée, ignorant que son rival allait lui faire la peau. Dans la bagarre, le pauvre amoureux a reçu deux coups de couteau au cou. Après leur forfait, ses bourreaux ont tenté de se sauver mais ils ont vite été appréhendés par la police de Yeumbeul. La jeune fille n'a pas été épargnée par ce crime passionnel car elle a également été arrêtée. Tous les quatre seront déférés sauf surprise, au parquet aujourd'hui. ■

MACKY SALL

Le chef de l'Etat Macky Sall a appelé, hier, à Dakar, à "bannir les mauvaises pratiques" dans l'espace de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). C'était lors de la cérémonie d'ouverture du forum des parlementaires de ladite organisation communautaire. "Toutes les mauvaises pratiques doivent être bannies de notre espace communautaire. Nous ne pouvons pas seulement nous contenter de les constater et de les dénoncer", a-t-il dit à nos confrères de l'APS. Le Chef de l'Etat sénégalais estime que les Etats membres doivent "prévenir" les mauvaises pratiques et les "sanctionner" comme il se doit. "Si nos acquis sont indéniables, nombreux sont les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'intégration africaine. Il en est ainsi des barrières non tarifaires, des tracasseries aux frontières et le long des corridors, des perceptions indues", a-t-il déploré. Selon lui, ces pratiques anormales constituent non seulement des "désagréments injustifiés aux détriments des citoyens, mais aussi un frein entre nos pays".

MACKY SALL (SUITE)

Par ailleurs, Macky Sall a magnifié le rôle que doit jouer le Parlement de la CEDEAO dans le processus d'intégration régionale. "La finalité ultime de l'intégration, a-t-il dit, ce n'est pas seulement de générer des textes et susciter un sentiment de non-satisfaction de vie communautaire." "La finalité de l'intégration, c'est aussi et surtout, faire en sorte que ses textes soient appliqués de manière à ce que chaque citoyen se sente effectivement chez lui partout dans l'espace communautaire. Et voilà l'enjeu, l'idéal vers lequel doit tendre la CEDEAO", a-t-il estimé. Le forum qui prend fin aujourd'hui est axé sur : "Les enjeux et défis de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire et la problématique de la migration".

"ERREUR MONUMENTALE"

Alors que l'avocat de l'Etat dans l'affaire de la caisse d'avance, Me Samba Bitèye, s'apprêtait à confronter Khalifa Sall hier dans l'après-midi sur l'Etat de paiement de l'éclairage public, une dame, vêtue d'une robe verte et d'un voile blanc sur les épaules, s'est présentée à la barre inopportunément. Elle s'est plantée juste derrière le prévenu, sous le regard étonné de ce dernier et de la Cour. Parente, sympathisante, déficiente mentale ? La dame avait elle-même l'air surpris de se retrouver là. Suffisant pour que le président Malick Lamotte pousse un coup de gueule. A l'endroit de la police d'audience bien sûr. "Ça, c'est une erreur monumentale. Il faut que la sécurité soit beaucoup plus vigilante. Je suis surpris de voir qu'une personne peut traverser toute la salle pour se présenter au prétoire où seul la Cour a accès !" rouspète-t-il. "Non, c'est moi qui ai en charge votre sécurité !" lance-t-il à l'endroit du maire qui a manifestement mis cette interruption sur le compte d'un léger incident d'audience. Une soufflante qui a eu les effets escomptés puisqu'aussitôt après, une quinzaine d'éléments de la gendarmerie sont venus renforcer leurs collègues à l'intérieur de la salle 4. La sécurité s'est visiblement relâchée puisque dans la matinée d'hier, ils étaient à peine plus d'une dizaine d'éléments dans la salle d'audience. Le plus intrigant dans cet incident est que la dame a été gentiment invitée à…rejoindre un siège dans les places du fond alors qu'habituellement, ceux qui troublent la sérénité des débats sont tout bonnement expulsés.

SAISIE DE CHANVRE INDIEN À KOLDA

La visite du Directeur régional des Douanes du Sud a déclenché une intensification des patrouilles des services dans la région de Kolda. L'opération menée dans la nuit du 10 au 11 février 2018 a été fructueuse pour les éléments du Lieutenant-Colonel Tafsir Omar Mallé Sylla, Chef de la Subdivision des Douanes de Kolda. Les gabelous ont saisi une quantité globale de 49 kilogrammes de chanvre indien emballés dans des piles en papier et dissimulés dans quatre sacs en polypropylène. La drogue a été découverte sur le nommé A. D qui la transportait à bord d'une moto. Le suspect a été perdu par son moto tombée en panne. Les agents de la Brigade de Pata l'ont surpris en train de la réparer au niveau de la localité de Sylaya (Département de Médina Yoro Foulah). Appréhendé, son compagnon a pris la poudre d'escampette. Conduit au niveau du Poste pour identification, A.D a été finalement remis aux mains de la Gendarmerie nationale.

IMPACTÉS TER

Les 250 000 personnes impactées par le Train express régional (Ter) vont bientôt changer de stratégie dans leur combat contre l'Etat. Ces habitants de Rufisque, Keur Massar, Thiaroye et Pikine veulent désormais passer à la confrontation pour obtenir gain de cause. Ils ont tenu une rencontre samedi dernier durant laquelle il a été beaucoup question de confrontation. L'Etat leur propose entre 2,8 millions et 13 millions. Des montants "dérisoires" qui ne permettent même pas d'acheter des terrains, disent-ils. Il faut dire qu'ils n'ont pas manqué de soutiens pouvant les galvaniser. Ousmane Sonko et Cirylle Touré du mouvement Y'en a marre, plus connu sous le nom de Thiat, ont été de la partie. Tous deux ont préconisé l'affrontement. "Il n'y a pas à chercher midi à quatorze heures, c'est un combat que la négociation ne va pas gagner. Il faut descendre dans la rue et faire face à ce gouvernement", préconise le rappeur. "Il faut qu'on gagne cette bataille. J'en appelle à la synergie de toutes les couches sociales, de la classe politique, des mouvements citoyens et des familles religieuses", a ajouté le député.

IMPACTÉS TER (SUITE)

Ousmane Sonko a tenu à prévenir les victimes : le combat ne sera pas facile, car ils ont en face un gouvernement qui privilégie l'affrontement. Ainsi, il les invite à rester solides. "Il faudra que vous soyez soudés, sinon le combat risque d'être difficile. Ils vont essayer de vous diviser, de vous corrompre, mais soyez unis", a-t-il lancé tout en promettant de mener le combat lui aussi à l'Assemblée nationale. Le leader du Pastef ne s'est pas limité à appeler au combat. Il a aussi accusé le régime de mettre toutes ses forces à la recherche d'un deuxième mandat. "Tous les objets de ce TER seront fabriqués en France. La seule chose qui peut poser un problème à ce projet, c'est la libération des emprises. Le Chef de l'Etat compte sur le TER et la bourse de sécurité familiale pour avoir un second mandat", raille-t-il.

ANIDA

Plus de 13 milliards de francs CFA seront injectés par l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA) dans le Projet d'appui à la réduction de la migration au Sénégal. Cette initiative a été financée par l'Union européenne en partenariat avec l'Agence espagnole de coopération pour le développement (AECID) et l'ambassade d'Italie au Sénégal. Un Comité régional de développement (CRD) d'information et de partage avec les acteurs du Fouladou a été tenu ce jeudi 08 février à Kolda. L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales des régions de Kolda, de Tambacounda, de Louga, de Diourbel, de Fatick, de Sédhiou et de Kédougou, afin d'éradiquer l'exode rural, l'émigration clandestine, mais aussi et surtout lutter contre la pauvreté et soutenir la résilience des populations.

ANIDA (SUITE)

Des hommes et des femmes âgées de 18 à 35 ans, des migrants de retour au bercail, des organisations de jeunes, des sortants d'écoles de formation en agriculture, constituent la principale cible. "Ce projet va réaliser dans la capitale à Kolda 10 fermes villageoises de 10 à 15 ha chacune, 27 fermes familiales avec la possibilité de développer le maraîchage, la pisciculture, l'aviculture entre autres activités. A cela s'ajoutent trois autres fermes appelées Warwi", a précisé Aliou Guèye, coordinateur national du projet d'Appui à la réduction de la migration, à travers la création d'emplois ruraux au Sénégal (PACERSEN). D'après lui, les bénéficiaires seront accompagnés par une forte mécanisation de l'ordre de trois tracteurs. "Il y a également la réalisation de pistes rurales pour désenclaver des sites de production, des kiosques de commerce. Ainsi qu'un important programme de renforcement de capacités en vue de permettre à ces producteurs locaux de se professionnaliser", ajoute-t-il.

HOMMAGE

Le coordonnateur du projet "Histoire générale du Sénégal, des origines à nos jours" (HGS), le Pr Iba Der Thiam, a profité hier à Thiès de l'ouverture du deuxième séminaire régional consacré à ce sujet pour rendre un vibrant hommage aux Pr Yoro Fall (Thiès), ancien rapporteur dudit projet, Issa Laye Thiaw (Thiès) et Séga Sy (Boundou, Tamba), tous décédés au cours de l'année 2017 alors qu'ils travaillaient à la réalisation du projet HGS. Aussi, le Pr Iba Der Thiam invite-t-il la jeunesse, les jeunes chercheurs sénégalais et africains à s'inspirer de ces hommes de savoir et à perpétuer leur legs. L'historien, homme politique, a même proposé à ce que le siège de "l'Histoire générale du Sénégal des origines à nos jours" porte le nom du Pr Yoro Fall, ancien professeur d'histoire à la Faculté des Lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

NCENDIE

Deux chambres d'une concession ont pris feu hier, à Capa, au quartier de Yarakh. Les flammes n'ont causé aucune perte en vie humaine, mais elles ont causé d'importants dégâts matériels. Selon Malick Fall, propriétaire de l'une des chambres consumées, l'incendie s'est déclaré aux environs de 11 heures alors qu'il était sorti. Il a également fait savoir devant la caméra de Dakaractu que le feu est parti de la chambre voisine de la sienne et qu'aucun objet n'a pu être sauvé. Sur l'origine du drame, le témoin privilégie une faute d'inattention. "Le feu peut être causé par un encensoir ou un court-circuit", dit-il.

SCANDALE SEXUEL À OXFAM

Le scandale sexuel dans lequel sont impliqués des responsables de l'ONG britannique Oxfam accusés d'avoir engagé en Haïti de jeunes prostituées en 2011, au cours d'une mission consécutive au séisme dans ce pays, connaît des dégâts collatéraux. Selon RFI, Penny Lawrence, actuelle directrice générale adjointe d'Oxfam, a annoncé sa démission hier après-midi. Elle a expliqué dans un communiqué qu'en tant que directrice du programme en Haïti à l'époque, elle en prenait l'entière responsabilité et dit se sentir honteuse que de tels faits se soient déroulés sous sa direction. La Première ministre britannique Theresa May, en déplacement en Irlande du Nord, a promis une tolérance zéro envers les organisations humanitaires qui se soustraient aux règles d'éthique. Penny Mordaunt, la ministre en charge du Développement international, a également menacé de mettre un terme au financement d'Oxfam qui perçoit actuellement près de 35 millions d'euros par an du gouvernement britannique. A en croire la source, l'affaire prend de plus en plus de proportions puisque la Commission européenne se dit elle aussi prête à cesser sa participation financière si les dirigeants d'Oxfam ne clarifient pas au plus vite l'implication de certains de ses employés dans ce scandale sexuel.

ENQUÊTE
Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur Général : **Mahmoudou Wane**
Directeur de publication : **Ibrahima Khalil Wade**
Rédacteur en chef : **Gaston Coly**
Secrétaire de la Rédaction : **Assane Mbaye**
Grands Reporters : **Babacar Willane & Mahmoudou Wane**
Chef de Desk Société : **Fatou Sy**
Chef de Desk Sports : **Adama Coly**
Chef de Desk Culture : **Bigué Bob**

Rédaction :
Mor Amar, Louis Georges Diatta, Viviane Diatta, Mame Talla Diaw, Mariama Diémé, Aida Diène, Ousmane Laye Diop, Awa Faye, Cheikh Thiam, Habibatou Traoré, Habibatou Wagne
Correcteur :
Boubacar Ndiaye

Directeur artistique : **Fodé Baldé**
Maquette : **Penda Aly Ngom Sène, Bollé Cissé**

Service commercial : **enquete.commercial@gmail.com**
Tél. : **33 868 47 17**
Impression : **AFRICA PRINT**

PRÉSIDENTIELLE DE 2019

Le casse-tête du candidat de l'opposition

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2019, c'est la grande inconnue, en ce qui concerne les potentiels challengers du président Macky Sall. Seul Idrissa Seck se détache, pour le moment, du lot. Karim Wade, candidat déclaré du Pds, absent du pays, Khalifa Ababacar Sall étant en train de se battre pour une liberté hypothétique.



MOR AMAR

Que d'incertitudes ! A quelques encablures de l'année électorale 2019, l'opposition se cherche toujours. Vendredi dernier, elle était dans la rue. Mais force est de constater que la déferlante humaine tant promise n'a pas eu lieu. En lieu et place, c'était de petites vagues, peu suffisantes pour ébranler le palais. Etaient à la tête de cette rencontre, Oumar Sarr du Parti démocratique sénégalais, Mamadou Diop Decroix d'Aj/Pads, Abdoul Mbaye, Président de l'Alliance pour la citoyenneté et le travail, Déthié Fall, n°2 de Rewmi, Pape Diop de Bokk Guiss Guiss, Mamadou Lamine Diallo (Tekki), Thierno Alassane Sall, Amsatou Sow Sidibé, les "khalifistes" Bamba Fall, Barthélemy Dias, entre autres. Voilà, à quelques exceptions près, les têtes de gondole de l'opposition présentes à la marche nationale.

Parmi eux, rares sont les dirigeants qui contrôlent ne serait-ce qu'une collectivité. Et leur envergure ne dépasse guère les limites de leur territoire communal. Aussi, il faut le dire, aucun candidat potentiel "sérieux" n'était présent sur les lieux. Même si la plupart n'auront pas le réalisme et la modestie d'Aliou Sow, Président du Mouvement des patriotes pour le développement (Mpd/Liggey) qui s'est auto-exclu de la bataille de 2019. Interpellé sur sa candidature à la prochaine élection présidentielle, l'ancien ministre des Collectivités locales disait ceci : "Je me veux réaliste. J'ai dépassé le moment où je dois me présenter pour me faire connaitre. Il n'y a pas un coin dans ce pays où je n'ai pas mis les pieds quatre, six ou sept fois, menant des activités étatiques, économiques… au profit des populations… Je suis convaincu que pour 2019, je ne suis pas encore prêt, à moins qu'il se produise une chose extraordinaire…"

Ainsi compte-t-il, réaliste, différer sa candidature à 2024 et accompagner à la prochaine présidentielle le candidat qu'il pense être "le meilleur, le plus utile, le plus performant, le plus rigoureux pour mettre de l'ordre dans ce pays".

Mais, à y voir de plus près, certains se demandent même s'il n'y a pas une pénurie de candidats sérieux pouvant faire la différence en 2019. Ce n'est pas l'avis du professeur Moussa Diaw.

Toutefois, le politologue consent que l'opposition soit obligée de revoir sa copie, si elle veut faire une participation honorable aux prochaines élections. "Il faut savoir que la bataille de 2019 se gagne dès maintenant. Et le moins qu'on puisse dire est que la majorité a une avance sur l'opposition. Ils ont un bilan à présenter. Ils n'ont pas de problème de candidat. Du côté de l'opposition, je pense qu'ils sont un peu en retard. En dehors d'Idrissa Seck qui est en train de sillonner le pays, je pense que les autres trainent un peu les pieds. Et ce n'est pas comme ça qu'ils parviendront à créer des difficultés au régime. Ils risquent d'avoir de grosses surprises, s'ils ne se ressaisissent pas le plus rapidement possible".

Et que faire pour réussir une troisième alternance au Sénégal ? Le politologue trace la voie. "D'abord, il faut construire un projet politique à soumettre aux populations. Les élections, c'est demain. La campagne doit commencer maintenant. Et la majorité l'a bien compris. C'est sur le terrain que doivent répondre les opposants avec une offre politique concrète. Ainsi seulement pourraient-ils se présenter en force alternative", indique l'enseignant à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Mais, au préalable, il va falloir résoudre l'équation du candidat, ou des candidats. Dans un contexte marqué par les exclusions programmées de Karim Wade et éventuellement de Khalifa Ababacar Sall, qui pour représenter le Pds ? Qui pour porter la candidature de Mankoo ? Bref, qui pour faire face à Macky Sall ?

Le Pds, un corps sans tête

Depuis sa création en 1974, le Parti démocratique sénégalais n'a jamais été confronté à une situation aussi ubuesque. Tentant vaille que vaille d'imposer l'illusion d'une candidature impossible. Celle du fils de son secrétaire général Abdoulaye Wade. Deuxième force politique du pays, l'ancien parti au pouvoir devra forcément revoir sa démarche, si elle veut revenir aux affaires, selon le politologue Moussa Diaw. Ses forces et faiblesses, l'enseignant chercheur les passe au crible. "Le Pds, en voulant coûte que coûte imposer Karim Wade, est en train de perdre du temps. On ne le sent pas sur le terrain. Ils sont plus dans les batailles politiciennes. Or, l'espace politique sénégalais a connu de profondes mutations. Ce n'est pas par les batailles médiatiques que l'on arrive à convaincre les Sénégalais. Ce n'est pas par les thématiques politiciennes qu'on parvient à convaincre. Il faut une offre politique valable. A ce rythme, le Pds risque de tomber dans son propre piège", analyse-t-il.

Toutefois, il ne faut pas vendre la peau du Pds avant de l'abattre, semble prévenir le spécialiste. Comme aux dernières législatives, beaucoup avaient voué la formation politique de Me Wade aux gémonies. Mais, à l'arrivée, elle s'est imposée comme deuxième force politique du pays. Selon Moussa Diaw, le Pds, malgré ses multiples handicaps liés à sa dislocation, son défaut de candidat, reste une force non négligeable. Ce qui s'explique par son ancrage social, sa présence sur l'ensemble du territoire, en plus du dévouement de ses militants. Néanmoins, ceci n'est pas suffisant, si l'on en croit toujours le politologue. Encore faudrait-il élaborer un projet de société, descendre sur le terrain et trouver un candidat alternatif…

Ce candidat de substitution, selon M. Diaw, ne doit pas forcément être issu des flancs du parti. "Il aurait été intéressant, pour le Pds, de se surpasser, de se trouver un candidat jeune, dynamique et nouveau. Un candidat qui pourrait porter un discours nouveau auprès de l'électorat qui se renouvelle. Pourquoi ne pas aller chercher un candidat neutre qui pourrait même venir de la société civile ? Voilà ce qui leur manque. Un candidat qui, au-delà de leurs militants, pourrait leur permettre de capter de nouveaux électeurs. Malheureusement, je ne crois pas qu'ils le comprennent ainsi".

Quid d'Idrissa Seck ? L'enseignant chercheur est pessimiste quant à un alignement du Pds derrière le président de Rewmi, dès le premier tour. "Ce dernier, en effet, explique-t-il, compte beaucoup d'adversaires dans le parti de Me Wade. Mais il ne faut jamais dire jamais", renseigne-t-il.

Ainsi, selon l'expert, le Pds gagnerait à se trouver un candidat autre que Karim dans les plus brefs délais.

Idrissa Seck et la tentative de résurrection

Pendant que la validité du candidat du Parti démocratique sénégalais se pose avec acuité, le Rewmi, lui, semble bien tenir son candidat, en la personne de son président. Plusieurs fois donné pour "mort", l'ancien maire de Thiès refuse de baisser les armes. Dans sa quête permanente du Graal, Idrissa Seck ne compte guère baisser les bras. Plus que jamais déterminé, il est en train de faire sa mue. De plus en plus éloigné de l'image d'un homme condescendant qui lui collait à la peau, il est en train de sillonner le pays de long en large. Dans sa pérégrination, il n'épargne aucune contrée, il a été même dans les fiefs du président de la République, du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, à la pêche de nouvelles voix. Peut-il arrivé à renverser la tendance ? Moussa Diaw donne son opinion : " En politique, tout est possible. Il y a toujours possibilité de rebondir. Le contexte change. Les rapports de forces aussi. Mais il faut d'abord avoir un projet et je pense que lui, contrairement aux autres membres de l'opposition, en est conscient. Il a bien analysé la situation. Et il sait que la meilleure manière d'élaborer un programme est d'écouter les populations, en vue d'élaborer un projet qui tienne compte de leurs préoccupations. Il est dans la bonne direction, on le voit très actif sur le terrain, enthousiaste, avec beaucoup de motivation." Toutefois, ses principaux adversaires, ce sont les départs dans son parti, les erreurs commises par le passé… Le politologue minore ces effets. "Pour ce qui est des erreurs commises par le passé, cela lui a coûté très cher. Mais je pense qu'il a réussi à rectifier le tir. Quant aux défections dans son parti, il faut relativiser. Dans sa démarche, on voit une nouvelle orientation axée sur les Sénégalais et non plus sur les capacités de ses collaborateurs. Il est en train de se battre et de se positionner comme principal alternative crédible".

Selon Moussa Diaw, Idrissa Seck peut fédérer plusieurs forces de cette opposition, mais il a peu de chances avec ses anciens frères du Pds.

Ousmane Sonko, le candidat vierge

Vendredi dernier, lors de la marche de l'opposition, son absence a été des plus remarquées. Lui, c'est Ousmane Sonko. En un laps de temps, il a réussi à imposer son nom parmi les leaders les plus en vue de l'espace politique. Contrairement à la plupart des membres de l'opposition, il a aussi l'avantage de n'être mêlé à aucun scandale. En le radiant du prestigieux corps des inspecteurs des impôts et domaines en août 2016, le président de la République Macky Sall était peut-être loin de se douter qu'il pourrait être l'un des hommes politiques qui lui donnerait le plus de tournis. Toujours aussi acerbe, cohérent et très critique vis-à-vis du régime, Sonko s'est frayé son propre chemin dans le landerneau politique. Au milieu des fauves, il a pu tracer son propre chemin. Une voie construite en marge d'un système qu'il dit combattre avec beaucoup d'engagement.

De l'avis de M. Diaw, il peut certes créer des sensations, mais sans un appareil fort, les choses vont être difficiles pour lui. "Son principal problème, c'est que son parti est jeune. Il leur manque un ancrage social fort, dans tous les espaces. Mais cette jeunesse constitue en même temps son avantage. De ce fait, il n'est trempé dans aucun scandale lié à la gouvernance. Les autres potentiels candidats, y compris ceux de l'opposition, ont un passé qui peut leur être préjudiciable". Mais Sonko devra se lever tôt pour surmonter l'équation des parrainages pour ne pas subir le même sort que Youssou Ndour en 2012.

Outre ces leaders, l'autre bloc de l'opposition qui n'a toujours pas son candidat, est celui des partisans du maire de Dakar. Ces derniers, selon le professeur, sont obligés de se ranger derrière un leader, au cas où leur mentor serait exclu de la course.

Pour le professeur Moussa Diaw, il est difficile, pour l'un quelconque de ces candidats, de créer des difficultés au président Sall. La candidature unique est donc, selon lui, la voie du salut. A l'en croire, cette dispersion des forces n'est pas à l'avantage de l'opposition. Le politologue estime qu'il aurait été plus avantageux pour la minorité de s'entendre autour d'un candidat unique. Un candidat qui soit en mesure de porter un nouveau discours.

Ainsi, à un an de l'élection présidentielle, l'opposition donne l'impression d'être une force sans locomotive. Ses principaux leaders (Karim Wade, Coalition gagnante, et Khalifa Sall, Mankoo Taxawu Senegaal) étant mis hors course ou en voie de l'être, l'on ne sait toujours pas quelle alternative les opposants au régime actuel vont présenter au peuple pour faire face à la majorité, plus que jamais soudée derrière son leader, le président de la République Macky Sall.

Se prononçant sur la dernière marche de l'opposition, Moussa Diaw explique qu'on ne saurait parler d'échec. "Il y avait quelques ténors de l'opposition. Ce qu'il faut plutôt se demander, c'est si cette manifestation a permis de dégager une vision commune, de mener le combat ? C'est cela la grande question. Je crois que le principal obstacle, pour l'opposition, se situe à ce niveau. On ne voit pas, pour le moment, la construction d'un bloc pour la préparation de la présidentielle". Vaste programme ! ■

ME OUMAR YOUM (DIRECTEUR DE CABINET DU PRÉSIDENT MACKY SALL)

“Il faut arrêter l’enfantillage, la surenchère, le chantage”

Le front syndical en surchauffe est la manifestation d’une surenchère et d’un chantage. L’affirmation porte la marque de Me Oumar Youm. Le Directeur de cabinet du chef de l’Etat demande à Idrissa Seck de débattre avec sa conscience. Il présidait dimanche la finale de la coupe du maire de Thiadiaye.



KHADY NDOYE (MBOUR)

On note pas mal de divergences au sein de l’APR et de Benno bokk yaakaar. Ne risquent-elles pas de plomber la coalition lors de la Présidentielle de 2019 ?

L’Alliance pour la République (APR) est une grande famille. Un grand parti qui est la locomotive de Benno Bokk Yakkar (Bby). Elle a montré son potentiel, ce qu’elle sait faire. Depuis 2012, nous avons gagné toutes les élections, AlhamdouliLah. Et InchAllah, 2019 également sera gagnée de haute lutte, de belle manière, autour de notre candidat connu, reconnu, son excellence le Président Macky Sall. Qui a d’abord l’avantage d’un bilan exemplaire dans tous les domaines. Dans le domaine agricole, des infrastructures, des projets routiers et autoroutiers, de la santé, de l’éducation, mais aussi dans le domaine du développement et de la viabilité de nos territoires. Je pense que le bilan du Président est incontestable. Ce bilan est salué par les populations et la communauté internationale.

Maintenant, il restera justement à aller ensemble dans l’unité et la solidarité comme l’a demandé le Président. C’est ça justement qui nous permet de remporter l’élection avec beaucoup de facilité. Au-delà du bilan de Macky Sall, c’est la mobilisation dynamique, unitaire qui devrait nous permettre de gagner l’élection au premier tour. Le bilan et les perspectives, au-delà de 2019, doivent être accompagnés par une mobilisation sociale pour justement assurer au Président un second mandat.

Vous jugez le bilan satisfaisant, et pourtant tous les secteurs sont en ébullition. C’est paradoxal non ?

C’est normal, nous sommes habitués qu’à chaque fois que le Sénégal se dirige vers une élection présidentielle, qu’il y ait un peu de la surenchère syndicale, qu’il y ait des revendications. Je pense que ce qui a été fait sur le plan éducatif pour la satisfaction des doléances, personne ne l’a fait. Les accords qui sont en train d’être réalisés, c’est des accords qui ont été signés sous le magistère du Président Diouf, ensuite sous le magistère du président Abdoulaye Wade. C’est tous ces accords que le Président (Sall) a ratifiés, et il les a mis en œuvre à plus de 90%. Sur 32 points, les 30 points ont été satisfaits. C’est le sens de la responsabilité. Maintenant pour développer un pays, il faut être deux : le gouvernement, mais aussi le peuple représenté dans ses différents segments, tels que les syndicats, la société civile, les partis politiques. Il nous faut jouer le jeu de la vérité, de l’objectivité, du patriotisme pour qu’ensemble on puisse être autour de l’essentiel. Je pense que le président de la République “gacce ngaalama” (bravo), a fait ce qu’il devait faire.

Sur le plan de la santé, également, il a été le premier à reconnaître qu’effectivement, la situation des médecins mérite d’être examinée à l’aune de ce qui est fait dans le cadre de la rémunération des fonctionnaires de l’Etat du Sénégal. Mais toute chose en son temps. On ne peut pas faire tout, tout de suite, maintenant, pour satisfaire tout le monde. Le Sénégal est en phase de construction, dans un moment décisif de son histoire. Le Sénégal, depuis trois ans, accumule les progrès et les performances économiques. Si les Sénégalais et les Sénégalaises sont conscients de ce qui est en train d’être fait, ils doivent l’accompagner avec intelligence. Ne pas chercher à briser ce qui est engagé dans le sens de la protection des intérêts du Sénégal pour installer notre pays sur une trajectoire d’émergence. Il s’agit maintenant d’assumer notre responsabilité, d’assumer notre patriotisme pour qu’on soit autour de l’essentiel. Il ne s’agit pas d’être dans une logique de chantage et de surenchère, ça ne passera pas. Parce que le Président Sall, son enjeu n’est pas un enjeu électoral. Ce n’est pas un enjeu de réélection tout de suite et maintenant. Il a exercé son mandat dans des conditions que vous savez, avec les performances et les résultats qui ont été enregistrés et constatés par tout le monde.

Et si le peuple décide de tourner la page…

Alors si vous voulez tourner la page, ça ne lui fera aucune peine. Je le (Macky Sall) connais, je sais que son enjeu, c’est de laisser une empreinte, un héritage dans la gouvernance et des résultats palpables. Maintenant, si le peuple sénégalais à travers ses différentes représentations ne perçoit pas ce que nous sommes en train de construire pour laisser à notre héritage le legs qu’il doit porter pour l’émergence en 2035, ce sera dommage.

Ce sera dommage que des Sénégalais et des Sénégalaises ne soient pas à la mesure de l’engagement, de la passion du Président et des hommes qui l’encadrent. Il faut arrêter l’enfantillage, arrêter la surenchère, le chantage, se mettre autour d’une table pour discuter avec un homme qui est conscient de ses responsabilités. C’est comme ça qu’on accompagne nos dirigeants. Et ce n’est pas en empruntant la rue, en versant dans l’impatience et la surenchère que nous allons construire le Sénégal qui est un pays pauvre, avec un budget qui tourne autour des recettes fiscales. On ne peut pas faire tout. Le président a fait l’essentiel, il nous reste maintenant, à partir de 2018-2019, de programmer la marche résolue vers l’émergence. C’est possible, si on se donne la possibilité et les moyens d’être patients et d’accompagner la dynamique de développement qui a été déjà enclenchée depuis 2012.

Le chef de l’Etat va-t-il répondre au débat auquel l’invite Idrissa Seck ?

S’il veut débattre, il doit débattre avec sa conscience. Ce qu’Idrissa Seck nous a laissé, tout le monde le sait. Son meilleur record, c’est le détournement de plusieurs milliards de francs CFA à travers des chantiers célèbres qu’on appelle les chantiers de Thiès, à l’image de sa diplomatie ambivalente. Idrissa Seck doit rester tranquille. Le chef de l’Etat ne lui répondra pas, parce qu’il n’est pas à sa dimension. Macky Sall a été le meilleur Premier ministre d’Abdoulaye Wade. Il est le premier Président qui gouverne le pays sans tenir compte de ses intérêts personnels. Il est un passionné pour le Sénégal, il n’est pas là à répondre. Maintenant, il y aura de la médisance, de la calomnie. Il faut savoir, comme le disait Blanchard : il y a des hommes qui n’auraient pas eu la possibilité de parler si la médisance n’existait pas. Ces railleries frivoles d’un homme empêtré dans la haine et la violence aveugle ne peuvent pas toucher le Président Macky Sall, ni ses partisans. Idrissa Seck est en décroissance partout. Depuis 2012, tous les résultats montrent et démontrent la médiocrité politique de cet homme. Il faut lui demander ce qu’il a réalisé quand il a été Premier ministre. Quel est le bilan d’Idrissa Seck en tant que ministre en charge des Affaires présidentielles.

Il ne s’agit pas du bilan du Président du parti Rewmi, mais celui de Macky Sall

Le président Sall a changé le vocabulaire de développement du Sénégal. Est-ce que le Programme d’urgence de développement communautaire (Pudc) est bon ou mauvais ? C'est de ça qu’il faut débattre. Est-ce que le Puma est un bon programme ? Qui l’a conçu ? Est-il bien exécuté à la satisfaction des populations ? Est-ce-que Promoville est un bon programme ? Je suis prêt à débattre avec Idrissa Seck sur toutes ces questions. Mais Macky Sall n’est pas son égal. ■

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI
RÉGION DE DAKAR
DÉPARTEMENT

COMMUNIQUÉ DU PREFET DU DÉPARTEMENT

Le Préfet du département de Dakar invite les propiétaires ou détenteurs d’objets encombrants, notamment les épaves de véhicules, situés surles emprises des axes routiers ci-après, à procéder à leurs enlèvements au plus tard le **jeudi 15 février 2018 à 18 heures**.

- **Boulevard de la libération ;**
- **Boulevard de l’Arsenal ;**
- **Avenue Félix Éboué ;**
- **Rocade Fann Bel-Air.**

Ces mesures entrent dans le cadre de la decongestion des axes routiers desservant le Port de Dakar.

Passé ledit délai, l’Administration se réserve le droit de metre en œuvre les mesures appropriées.

Fait à Dakar, le 07 février 2018

LE PREFET DU DEPARTEMENT DE DAKAR
ALIOUNE BADARA SAMBE

Adresse : Place de l’Indépendance – Tél : 33 849 44 22 – BP 255 Dakar – E-mail : prefecturedakar@gmail.com

CONSÉQUENCES DES TRAVAUX DU TER

La cité Castors et quartiers riverains privés d'assainissement

Les travaux du Train express régional (Ter) causent d'énormes préjudices à certaines populations rufisquoises. C'est le cas de celles de la cité Castors et des quartiers environnants qui, en plus de subir des démolitions, ont vu leur station d'épuration rasée par les bulldozers.

PAPE MOUSSA GUÈYE (RUFISQUE)

Ce sont des centaines d'habitants de cité Castors, dans la commune de Rufisque-Est, arborant des brassards rouges, qui sont sortis ce week-end pour protester contre les préjudices causés par les travaux du Train express régional (Ter). Parmi ces torts, l'on cite les conséquences de la démolition de la station d'épuration qui polarisait la cité et les quartiers environnants. A en croire Marième Diouf, la présidente du conseil de quartier, l'ouvrage assurait l'assainissement de la zone.

"Le réseau permet le drainage des eaux usées des quartiers que sont Castors, Arafat 1, Arafat 2 avec plus de 380 concessions. La station d'épuration traitait aussi nos ordures ménagères", informe-t-elle. Aujourd'hui, une petite visite dans le quartier permet de constater que les eaux usées ont fini d'envahir les rues. Pis, précise-t-elle, "nos toilettes commencent à rejeter le trop plein d'eau qui remonte à la surface et elles sont devenues impraticables".

La méthode des techniciens du chantier est cavalière, selon les habitants de la cité Castors. En effet, rapporte Marième Diouf, leur surprise a été grande lorsque, "dans le cadre des travaux du Ter, on a tout bonnement démoli l'ouvrage sans nous informer au préalable. Un beau matin, ils ont commencé à piqueter nos maisons, à procéder au marquage et au recensement des emprises. C'est là qu'on nous a informés que nos maisons allaient être démolies. C'est la seule information que nous disposons jusqu'à présent", se désole la présidente du Conseil de quartier de Castors pour qui, chaque famille avait contribué à raison de 25 000 F Cfa par tranche et ce pendant 10 mois.

Dès lors, signale-t-elle, "c'est notre patrimoine qui a été détruit sans que nous en connaissons les raisons. C'est Enda qui avait porté le projet".

Président du Conseil d'administration de la Société de gestion des infrastructures publiques dans les pôles urbains de Diamniadio et du lac Rose (Sogip Sa) et fils de la localité, Doudou Meissa Wade souligne qu'il a eu une réunion avec le conseil de quartier d'où, selon lui, "des débuts de solution sont sortis". "Une rencontre est prévue entre les populations et les responsables du Ter, afin de voir comment arrondir les angles et régler le problème de la station d'épuration. Et faire en sorte que les populations impactées soient indemnisées de manière prompte, équitable, juste et intégrale", a-t-il déclaré, tout en faisant savoir que chaque projet a ses avantages et ses inconvénients.

En tout cas, les résidents de la cité Castors et quartiers environnants sont formels et ne comptent pas reculer dans leur combat. Ils exigent leur station d'épuration ou une autre alternative salutaire pour eux. ■



Illustration

ÉDIFICE DU PATRIMOINE CLASSÉ

L'église de Carabane sauvée

La conjonction des efforts des uns et des autres a permis de "ressusciter" l'église de Carabane en agonie des décennies durant. Ces propos de l'Evêque de Ziguinchor ont été tenus samedi dernier, à l'occasion de la bénédiction solennelle de cet édifice, nouvellement rénové.

Les rêves les plus fous naissent parfois autour d'un repas. Le projet de rénovation de l'église Saint Paul de Carabane dans la paroisse Sainte Claire de Elinkine n'échappe pas à la règle. "Pierre, vous connaissez le président de la République. J'ai un vœu : restaurer l'église de Carabane", a dit un jour Monseigneur Paul Abel Mamba à l'architecte Pierre Goudiaby Atépa au cours d'un déjeuner. "Je lui ai demandé s'il disposait d'un devis. Il me le sort et le met à ma disposition. Je lui promets, dès le lendemain, de soumettre le dossier au président de la République. Et c'est ce que j'ai fait." Cette réponse de Pierre Goudiaby a été révélée samedi dernier, sous un tonnerre d'applaudissements. C'était dans l'île de Carabane, lors de la célébration de la rénovation de l'église Saint Paul abandonnée auparavant des décennies durant. Un véritable "retour aux racines de la foi chrétienne en Casamance", selon le Curé de la Paroisse, Père Adelin Nsangumpamba.

Au terme de l'Assemblée liturgique qui a eu lieu à cet effet, l'Evêque de Ziguinchor a déclaré que la bénédiction de cette église restaurée est l'aboutissement d'une œuvre commune. Selon lui, la rénovation de cette église historique de Carabane (source de la foi chrétienne en Casamance) est le fruit de l'implication de beaucoup de monde. "Des mécènes, des autorités et des paroissiens d'ici et de la diaspora se sont fortement engagés à sauver ce patrimoine commun qui fait partie des derniers vestiges de l'histoire de Carabane et de la Casamance ; mais également, du Diocèse de Ziguinchor et de son évangélisation", a expliqué Monseigneur Paul Abel Mamba. De l'avis du Chef de l'Eglise de la région de Ziguinchor, beaucoup de bonnes volontés et d'amis de Carabane ont apporté leur soutien et leur aide dans le montage et l'exécution de ce projet, devenu aujourd'hui une réalité. Parmi ces efforts conjugués, ceux du président de la République qui a instruit les services du ministère de la Culture d'inscrire l'église de Carabane parmi les édifices du patrimoine classé à restaurer, et a participé au financement du projet. Dans son propos, l'Evêque de Ziguinchor a vivement remercié le ministre de la Culture qui a engagé les travaux de rénovation de cette église - et les ministres qui se sont succédé à la tête de ce département, notamment Mbagnick Ndiaye.

Outre sa profonde gratitude et reconnaissance, l'Evêque de Ziguinchor a aussi remercié l'entreprise Eiffage/ Sénégal, à sa tête son Président Directeur Général Gérard Sénac qui, dit-il, "a pesé de tout son poids et actionné ses relations pour la réalisation de ce chef-d'œuvre". Monseigneur Paul Abel Mamba a confondu dans ses remerciements les cadres casamançais, l'architecte Pierre Goudiaby Atépa notamment qui, dans "ses rêves les plus fous", voulait faire de Carabane "un paradis fiscal". En lieu et place, l'architecte s'est engagé d'en faire "un paradis de l'Education" avec la construction d'une "école d'excellence" mais aussi la restructuration de ce village qui compte retrouver son lustre d'antan. Inaugurée en 1897, l'église de Carabane a failli "rendre l'âme sous le poids de l'âge", selon les mots du chef de village Moussa Guèye. Ce dernier se réjouit désormais que l'édifice soit ressuscité. ■

HUBERT SAGNA (ZIGUINCHOR)



STATUT DU PERSONNEL ET RÉGIME INDEMNITAIRE

Gouvernement et syndicats de la santé se retrouvent dans 15 jours

Les syndicats de la santé et le gouvernement se sont donné rendez-vous le 28 février prochain. Pour débattre des questions relatives aux statuts et au régime indemnitaire.



Seydou Guèye (Porte-parole du gouvernement)

VIVIANE DIATTA

Le gouvernement a tenu, hier, une réunion avec tous les syndicats du secteur de la santé. Cette rencontre intervient après les mouvements entamés par les syndicalistes ces derniers jours. Selon le porte-parole du gouvernement, l'enjeu de cette réunion, c'est de réunir les conditions pour améliorer le confort du personnel de santé, mais également des populations. A ce titre, le Premier ministre a proposé une feuille de route pour donner une nouvelle dynamique à la mise en œuvre des protocoles signés.

Concernant le régime de retraite, a rapporté Seydou Guèye, "nous avons convenu de tout remettre dans le cadre général de la réforme sur la retraite". Relativement aux questions de statuts de la Fonction publique, la question des nouveaux corps, des filières relatives à l'Endss, les cadres en santé communautaire, le Premier ministre, a-t-il dit, a instruit au ministre de la Santé de présider des réunions de concertations avec un échéancier précis de 15 jours. "Nous avons retenus de nous retrouver le 28 février. Et sur cette question, des propositions sont attendues", a soutenu Seydou Guèye.

Pour ce qui est de l'indemnité de spécialisation, le projet sera soumis à l'examen du prochain Conseil des ministres, puisqu'il a fait l'objet d'une circularisation et d'un travail en comité technique, à en croire le porte-parole du gouvernement. "Quelques réglages devront être faits. Ce sont des questions de forme, mais le dossier sera à la table du président pour le conseil de mercredi prochain. La même décision de célérité a été prise concernant les heures supplémentaires et, à la fin du mois de mars, la totalité des sommes dues devront être payés", a-t-il ajouté".

S'agissant du régime indemnitaire, d'après Seydou Guèye, le Premier ministre a mis en place une commission présidée par le ministre des Finances. Cette structure sera composée d'une commission tripartite des syndicats de la santé, des médecins en particulier.

"Sur la question portant sur l'habitat social, à la fin du mois de mars, les zones d'aménagement concertées seront livrées. Il s'agit de Richard Toll et de Ourossogui particulièrement. Pour les autres zones, les questions de prise de position sont en train d'être réglées", renseigne le porte-parole du gouvernement.

Sur un autre registre, Seydou Guèye a annoncé qu'à la fin du mois de mars, les premiers versements relatifs aux prêts Dmc (Direction monnaie et crédit) seront libérés. ■

Le Sames maintient son mot d'ordre de grève

Le Syndicat autonome des médecins du Sénégal (Sames) ne veut pas tomber dans le ''piège" du gouvernement. Après la réunion tenue hier, les médecins ont décidé de maintenir leur mot d'ordre de grève, en attendant d'y voir plus clair d'ici vendredi prochain. Date à laquelle ils se sont donné rendez-vous avec les ministères sectoriels pour un travail technique.

Aux dires du secrétaire général dudit syndicat, le gouvernement est toujours à l'état de proposition et d'engagement. ''Nous prenons acte par rapport à cela. Le vendredi (16 février 2018), nous ferons une évaluation technique. On avait annoncé une grève le 20 février prochain. On maintient toujours notre mot d'ordre avec centralisation des urgences. Nous évaluerons les progrès de l'Etat dans la matérialisation des accords", a soutenu docteur Boly Diop qui s'est empressé d'ajouter : ''Le rendez-vous dans 15 jours, c'est pour évaluer de façon globale. Mais, en attendant, il y a des étapes à franchir. On attend que le gouvernement matérialise les accords. Comme le processus est lancé, on va s'y mettre et travailler en commission pour voir de façon plus claire ce que le gouvernement va mettre entre nos mains." ■

V. DIATTA

MIS À LA RUE PAR LES ÉCOLES PRIVÉES

Les étudiants lancent un ultimatum à l'Etat

Les établissements privés d'enseignement supérieur sont passés à l'acte. Dans les rues depuis hier matin, les étudiants inscrits dans ces écoles lancent à l'Etat un ultimatum de 72 heures pour leur retour en classe.



Illustration

MAMADOU YAYA BALDÉ

La Fédération des établissements privés d'enseignement supérieur a mis sa menace en exécution. Depuis hier, près de 30 000 étudiants de l'Etat ont été mis à la porte. Réunis en collectif, les étudiants virés se sont retrouvés au siège du Bureau/Sénégal d'Amnesty international où ils ont tenu un point de presse pour alerter les autorités compétentes sur leur "préoccupante" situation. A cet effet, ils ont lancé un ultimatum de 72 heures à l'Etat. Très en colère, ils promettent que si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises au cours de ces trois jours, pour leur retour en classe, ils vont passer à une "vitesse supérieure". Sans plus de précision. Ils ajoutent simplement que ça sera leur plan b pour se faire entendre et défendre leur droit. Ce ne sera certainement pas l'occupation de la rue, car les étudiants disent avoir leur propre manière de faire la grève, différente de celle de leurs camarades des universités publiques. "Alors que la clôture des inscriptions sur la plateforme campusen pour les orientations dans les privés a eu lieu hier, nous les aînés, nous sommes renvoyés de ces établissements pour défaut de paiement de 16 milliards. C'est inadmissible. Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour réclamer ce qui est de notre droit : notre formation", a revendiqué, le porte-parole de la Coordination des étudiants orientés dans les écoles privées.

A en croire Aliou Baldé, ce n'est pas la première fois qu'ils ont été mis dehors. En décembre, se souvient-il, ces étudiants orientés par l'Etat avaient été renvoyés de ces établissements pour les mêmes raisons. Si on se fie aux dires de l'étudiant Melikior Taba de l'établissement Etshos Imed, certains étudiants n'ont pas fait cours tout le mois de janvier. "Ça va bientôt faire deux mois depuis que nous avons arrêté les cours. En réalité, depuis le retour des congés de Noël, nous ne faisons pas cours", déplore-t-il.

Mais ce qu'il ne comprend surtout pas, c'est l'attitude de l'Etat qui, dit-il, fait la sourde oreille face à leur avenir. L'étudiant se préoccupe surtout du fait qu'à la veille de chaque élection présidentielle, il y a des perturbations des cours. "Il faut que l'Etat mette fin à cela, car nous sommes inquiets. Au cours même de ce mois de février, nous ferons les anticipés du BTS. On a l'année à valider alors que le programme est loin d'être achevé. C'est vraiment très difficile de vivre ces situations", s'inquiète-t-il. Par ailleurs, ses camarades défenestrés ont dénoncé une "injustice" : "Nous constatons également qu'il y a certains établissements qui sont favorisés par rapport à d'autres. Au moment où nous sommes dans la rue, il y a certaines écoles où les cours sont dispensés correctement. Nous n'y comprenons rien !" se désole-t-il. Les étudiants n'ont cessé de reprendre en chœur leur slogan, repris en chœur : "Nous voulons étudier dans des bonnes conditions !" ■

DÉVELOPPEMENT LOCAL DE KAOLACK

Khoudia Mbaye en appelle à des initiatives

Sur le programme de 254,8 milliards de F CFA de l'Etat destiné à la région de Kaolack, les 60% des projets sont déjà exécutés. La ministre Khoudia Mbaye qui en a fait la déclaration hier invite les Kaolackois à l'initiative privée pour faire de leur région un hub.

"Kaolack constitue une plateforme stratégique d'accès à de grands ensembles. A ce titre, il mérite toute l'attention de l'Etat du Sénégal". Les propos sont de la ministre des investissements et du partenariat et du développement des télé-services. Khoudia Mbaye prenait part à un forum sur la promotion d'investissements et du partenariat organisé hier en marge de la Foire internationale de Kaolack (Fika). "J'en appelle à toutes les initiatives provenant des cadres, hommes d'affaires, acteurs culturels..., pour la valorisation des ressources de leur terroir", invite-t-elle. De l'avis de la ministre, Kaolack devra être un grand hub agro-industriel compétitif, doté de centres d'enseignement, d'infrastructures de stockage, de transformation. "La Foire est désormais inscrite dans l'agenda national des événements majeurs de l'Etat et est une de ses références de marketing territorial et de développement économique local", promet-elle.

Khoudia Mbaye a rappelé que l'Etat a un programme d'investissement de 254,8 milliards F CFA. C'est en fait le résultat du conseil des ministres décentralisé à Kaolack en 2013. A en croire la ministre, les projets sont exécutés à hauteur de 60%. "J'en veux pour preuve la construction de l'université du Sine-Saloum, des pistes de désenclavement, du terminal d'hydrocarbure de Dahonga". Selon elle, l'Etat entend résoudre les préoccupations de la population de Kaolack. Les mesures prises à travers le programme de réforme de l'environnement des affaires et de la compétitivité adoptée en 2012 ont permis, affirme-t-elle, d'améliorer, au plan international, les notations du pays. Malgré tout, ajoute-t-elle, il convient d'aller au-delà en intensifiant l'impact des réformes au niveau local, en s'inscrivant dans une dynamique communautaire et en intensifiant l'impact des reformes au niveau local.

En outre, la ministre s'est félicitée de l'organisation de la Fika. Khoudia Mbaye pense que les travaux du forum doivent s'inscrire dans la perspective de doper l'investissement privé afin de favoriser l'émergence d'un territoire économiquement et socialement viable. "Serigne Mboup a cultivé l'esprit de partenariat avec le gouvernement. Dans le contexte actuel de mise en œuvre du Plan Sénégal émergent, il est crucial que notre pays puisse miser sur un secteur privé dynamique et proactif dont le PDG de CCBM constitue une réelle incarnation. Il est le prototype de l'opérationnalisation et de l'opérationnalité", dit-elle. La ministre s'est réjouie du fait que la troisième foire joue un rôle accru dans l'élargissement de périmètre économique en impliquant l'espace CEDEAO.

Le président de la chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Kaolack, Serigne Mboup, a soutenu que le secteur privé national est l'un des piliers du Pse et sa contribution au niveau local est tangible. Il a ainsi réitéré la disponibilité du secteur privé régional (Kaolack) à accompagner l'Etat dans la réalisation des projets prioritaires identifiés dans ce cadre. ■

AIDA DIÈNE

ARGUMENTAIRE DE KHALIFA SALL

Dakar, l'otage des enjeux

Face aux juges hier, Khalifa Sall a surtout déploré le fait que les projets de la ville destinés aux populations soient bloqués pour des raisons politiques. L'édile de Dakar continue également de clamer son innocence.

FATOU SY



La politique s'est invitée encore au procès de Khalifa Sall. Hier, 13e jour d'audience, le maire de Dakar a réaffirmé être dans un combat politique qui l'a conduit aujourd'hui à la barre du tribunal pour détournement de deniers publics. "Tout est politique dans cette affaire. Les soubassements, l'élément déclencheur, les causes, les préparatifs, et le débat est encore plus politique", a répété à nouveau le maire de Dakar. Aussi, reste-t-il plus que jamais convaincu qu'il ne serait pas traduit en justice pour malversations supposées, s'il avait accepté l'offre politique proposée à lui.

Néanmoins, l'édile ne veut point s'apitoyer sur son sort, mais plutôt sur le tort causé à la population dakaroise par le régime, dans l'unique but de le combattre. "L'objectif de la procédure est juste de neutraliser la ville et d'empêcher celle-ci de mener de gros investissements. Ceci fait d'ailleurs que toutes les actions sociales sont également bloquées", fulmine le premier magistrat de la capitale. Khalifa Sall souligne également que plusieurs projets d'investissements sont aussi bloqués. A ce propos, il a rappelé l'épisode de l'emprunt obligataire d'un montant de 20 milliards de francs Cfa autorisé par le gouvernement qui, par la suite, a mis son veto.

Outre l'emprunt obligataire, les projets de dotation de gazon synthétique des stades municipaux, de voieries, de pavage des rues, entre autres, attendent toujours de voir le jour ou d'être finalisés. "Pour le pavage, nous avons acheté le terrain. Plus de 1 000 jeunes étaient en train d'y travailler et 4 000 étaient en attente. En plus d'améliorer le cadre de vie, nous voulions offrir du travail aux jeunes, mais nous avons subi une asphyxie financière", se désole Khalifa Sall.

La gestion des déchets par l'Etat au détriment de la ville ne l'agrée guère, vu que "l'aménagement urbain est exclusivement de la compétence des collectivités locales et non du pouvoir central". Cependant, le maire dit ne pas s'en émouvoir outre mesure. Car, martèle-t-il, "c'est un combat politique". "Mais ce qui est gênant, ce sont les populations qui en pâtissent", soupire-t-il. Khalifa Sall a également déploré l'immixtion d'entités privées dans ce conflit avec l'Etat. "Quand vous sollicitez les banques, souvent, elles vous disent : 'Attendez un peu que les choses se décantent.' Ils ne veulent pas que nous ayons un bilan, alors ils nous entravent. Mais c'est à nous de contourner. Ce qui est dommage, même les banques privées s'en mêlent", regrette M. Sall.

Ce dernier précise que quand une équipe travaille pour Dakar, elle est aussi au service du Sénégal. De ce fait, il estime que lorsqu'une municipalité n'est pas contrôlée par la majorité présidentielle, une certaine intelligence aurait voulu que les gens discutent pour l'intérêt des populations, comme ça se fait en Europe, le cas échéant. "C'est un vrai gâchis pour les 115 milliards qu'on avait prévu d'investir pour l'informatisation des lycées et collèges, l'amélioration du cadre de vie…", se plaint-il.

Khalifa Sall : "Je n'ai pas de prête-nom, ni de coffre et je suis l'un des rares maires de la capitale à ne pas avoir de bail à Dakar"

Khalifa Sall se dit plus qu'innocent, affirmant que son patrimoine ne contient aucun centime illicite. "Je ne m'intéresse pas à l'argent. Tous les biens que j'ai acquis depuis 1983, je peux prouver leur origine licite. Le rapport de l'Ige est clair, car il n'y a pas de détournement de marché, ni de vente de marché et tous les audits auxquels la ville a été soumis sont clairs et ne relèvent aucun manquement", soutient-il avant de lancer un défi à ses accusateurs : "Je suis prêt à donner une procuration pour des investissements dans mes comptes bancaires et ceux de mon épouse et de mes enfants. Je n'ai pas de prête-nom, ni de coffre et je suis l'un des rares maires de la capitale à ne pas avoir de bail à Dakar." Khalifa Sall a également apporté la réplique aux deux percepteurs qui allèguent qu'il s'agit de caisse d'avance et non de fonds politiques. "Les uns et les autres cherchent à sauver leur peau, mais tout le monde savait que c'était une caisse d'avance et chacun y a joué sa partition. Je n'en ai jamais profité. C'est pourquoi j'ai demandé à ceux qui m'accusent qu'on aille devant la Cour de répression de l'enrichissement illicite (Crei) ou toute autre juridiction d'investigations pour qu'on prouve la licéité de son patrimoine", assène l'édile socialiste.

Le directeur administratif et financier de la mairie a adopté la dénégation. "Je n'ai jamais profité de la caisse d'avance et on ne peut pas blanchir de l'argent qu'on n'a pas détourné", s'est défendu Mbaye Touré. L'ex-percepteur Mamadou Oumar Bocoum a également réfuté les accusations arguant qu'il n'y a jamais eu d'association de malfaiteurs, car tous les actes qu'il a posés s'inscrivent dans le cadre de la réglementation. ■

KHALIFA AU PROCUREUR SUR LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE DE LA VDD

"Si cette facture est si élevée, c'est parce que…"

Il y a la bataille juridique, et la bataille de l'opinion. L'édile de la capitale l'a tellement bien compris qu'il a tenu à réagir aux propos du procureur sur les factures exorbitantes de la Ville de Dakar.

OUSMANE LAYE DIOP

Une précision de taille que le maire de Dakar a tenu à apporter. "Je suis un homme public, c'est pour l'opinion. Je veux apporter des éclairages sur l'intervention du procureur sur les factures d'électricité de la Ville de Dakar", lance le prévenu Khalifa Sall. Protestations du maître des poursuites, Serigne Bassirou Guèye, qui réfute avoir commenté, insinué, ou subodoré une quelconque exagération sur la mensualité de "235 millions pour les communications téléphoniques", en posant une question à l'ancien percepteur de la mairie, Ibrahima Touré. Le juge Lamotte tranche finalement après moult atermoiements. Khalifa Sall peut apporter des précisions. Le maire ne se prive pas pour apporter des précisions : "A la ville, les factures sont gescomptées depuis 2009. Ni le maire, ni les élus n'ont de ligne téléphonique personnelle. Les agents de la ville n'ont pas de ligne de téléphone portable payés par la Ville de Dakar. Si cette facture est aussi élevée, c'est parce que dans les écoles primaires, nous avons institué des "classes informatiques". Il se trouve également que les feux tricolores sont interconnectés au réseau de la Sonatel. Tous ces paiements sont supportés par la Ville. C'est ce qui explique que les factures soient si élevées", précise le principal prévenu dans l'affaire de la caisse d'avance de la Ville de Dakar. Les consignes du juge ont été claires et fermes mais il n'empêche que l'assistance a montré des signes d'approbation dans une clameur qui a parcouru la salle au point que c'est Malick Lamotte lui-même qui a joué à la police en demandant l'expulsion d'un individu.

Déjà vu

La procédure a ronronné dans l'après-midi d'hier sur les précisions sur des pièces qui n'ont pas encore été discutées. Et les débats se sont enlisés, dans la majeure partie du temps, dans des termes techniques sur l'affectation budgétaire au point que le président Lamotte s'est senti à plusieurs reprises dans l'obligation de rappeler aux avocats de l'agence judiciaire de l'Etat qu'on n'allait pas reprendre un interrogatoire qui a déjà eu lieu la semaine d'avant. "Que l'on recentre les questions sur les débats complémentaires, sur des points précis. Autrement notre capacité d'écoute va être complètement…Il s'agit de faire confiance au tribunal. Nous sommes tous dotés de capacités d'absorption qui nous permettent d'appréhender tout ce qui se dit ici. Nous n'allons pas reprendre les interrogatoires à l'infini", a dû préciser le président Malick Lamotte face aux questions déjà évacuées dans les audiences précédentes qui revenaient sans cesse. Comme quand l'avocat de l'Etat, Me Baboucar, exige une précision sur l'expression "mis à la disposition du maire" en parlant des 30 millions mensuels retirés par Mbaye Touré et remis à Khalifa Sall. Ce dernier de se braquer : "Les fonds étaient mis à ma disposition, je n'en dirais pas plus."

La tactique pour les avocats de l'Etat résidait dans le désir d'établir des dysfonctionnements, malversations, mécomptes ou surfacturation dans la clé de répartition des dépenses budgétaires de la Ville. Me Baboucar Cissé a bien tenté de confondre le maire. D'abord en évoquant un sujet déjà évacué, le GIE Tabar, puis en lui opposant les déclarations d'un témoin à décharge, par ailleurs conseiller municipal, Ndiouga Sakho, sur une correspondance épistolaire dans laquelle un imam de Niary Tally confirme avoir reçu les deux millions de la mairie de Dakar pour des soins médicaux. "Sous quelle forme l'accord du maire a-t-il été fait à l'intéressé ?" s'interroge Me Cissé. Le maire de Dakar de lui asséner une réplique déjà servie. "Comme je l'ai dit avant, toutes les requêtes qui nous étaient faites étaient écrites ou orales. Si j'ai refusé de donner le nom et la nature de la pathologie, je ne vous donnerai pas le nom de l'intéressé. On a juste donné une suite favorable à sa requête. C'est dans le "suturë" (discrétion) qu'on accède aux requêtes", se défend le maire de Dakar. Qu'à cela ne tienne, l'avocat revient à la charge. "Mais Ndiouga Sakho dit ne pas connaître l'existence d'une caisse d'avance et les conditions de son fonctionnement", poursuit-il. "Ce n'est pas étonnant. Ces fonds politiques n'ont jamais servi aux élus mais aux populations", réplique aussitôt le maire avant que le juge n'intervienne pour recadrer les termes du débat. "Il ne s'agit pas de reprendre l'interrogatoire. Si vous avez fini avec lui, c'est pour de bon", lance-t-il à l'avocat qui promettait à Khalifa un autre tour de questions.

Eclairage public

La convention de dettes croisées entre la Senelec et la Ville de Dakar a été l'autre flanc sur lequel Me Samba Bitèye a tenté de mettre le maire en difficultés. Un point sur lequel les trois autres coprévenus ont donné leur langue au chat. "Quel est l'état de paiement de l'éclairage public de la Ville de Dakar ?" demande finalement l'avocat au principal prévenu, après avoir fait chou blanc avec ses collaborateurs. L'édile dakaroise de dégager toute responsabilité. "Nous ne sommes en rien concernés par cette convention entre l'Etat du Sénégal et la Senelec. Aucune collectivité locale du Sénégal n'est concernée par ça. Depuis 2006, le paiement de l'électricité ne figure plus dans le budget. Il n'y a plus de prévision pour ça." D'après le maire, c'est cette année que Me Abdoulaye Wade a accepté de soulager les communes, sur demande de l'Association des maires du Sénégal, pour l'éclairage public et son prédécesseur a maintenu cette disposition. L'avocat qui tentait de prouver que la mairie restait devoir 27 milliards entre 2012 et 2018 s'est heurté aux dénégations catégoriques du maire avant que l'avocat de la partie civile (Ville de Dakar), Me Ousseynou Gaye, ne commence une intervention qu'il va finir aujourd'hui. ■

NOTE DE LECTURE - "FOUTA STREET"

Enigmatique et surréaliste histoire

L'auteure, par ailleurs réalisatrice et journaliste franco-sénégalaise, Laurence Gavron, a sorti, courant décembre dernier, un nouveau roman : "Fouta Street". Encore une enquête policière menée par le commissaire de la Médina de Dakar, Souleymane Jules Faye. Cette fois, loin de nos frontières.

BIGUÉ BOB

Comme "Boy Dakar" et "Hivernage", le dernier roman policier de l'écrivaine franco-sénégalaise Laurence Gavron est sorti aux Editions du Masque et achevé d'imprimer en septembre 2017. "Fouta Street" est le titre de cet opus de 302 pages qui est le dernier d'une trilogie. Comme chacun des deux précédents, ce roman est une balade et un grand moment de découverte pour le lecteur. On reste dans le nord du Sénégal, mais un peu loin de Louga. Cette fois-ci, Laurence Gavron emmène ses lecteurs découvrir, comme le laisse présager le titre, le Fouta et le Djolof, mais également New York, toujours en compagnie du très curieux et sympathique commissaire de la Médina de Dakar, Souleymane Jules Faye. Elle ne les fait pas seulement passer d'un décor à un autre, elle leur fait vivre des émotions et connaître quelques us et coutumes des Peulhs, mais également la vie des Sénégalais, voire des émigrés d'Amérique. Cela dès le premier chapitre du livre.

On découvre alors Takko Deh, l'un des personnages principaux de cette histoire. On la prend en pitié, on a peur pour elle et sentons ainsi le danger dès les premières pages. Seulement, on est loin d'imaginer l'histoire qui va suivre.

Avec "Fouta Street", les lecteurs vont de surprise en surprise. Takko a 17 ans et a quitté son Lougré Thiolly, un patelin situé au nord-est du Sénégal, pour aller rejoindre son mari Yoro Sow vivant aux Usa. Comme le veut la tradition haalpularen, Takko a été choisie pour Yoro depuis sa naissance. Le pacte est "signé" par leurs familles respectives. Sans avoir jamais vu son mari - bien plus âgé qu'elle - elle part le rejoindre au "pays de l'oncle Sam", après la célébration de leur union. D'un village sans électricité, ni eau courante, Takko arrive dans une métropole où rien ne manque. Elle essaie de se familiariser avec son nouvel environnement et son époux. De ce dernier, elle est seulement lié par le "pacte". L'amour, elle le trouvera aux Usa, mais auprès d'un autre, Pathé Bambado Seck. Un griot avec une "noble", c'est inimaginable chez les Peulhs. Mais pas dans ce livre. Comment est-ce possible ? Achetez le livre et vous le saurez.



Un amour pur qui pourrait pousser les amants à tuer ? On peut le croire, quand on découvrira le corps sans vie de Yoro Sow. L'on commence à douter en découvrant, page après page, le personnage des deux jeunes. Mais ce n'est jamais tout à fait sûr. Au cours de l'enquête menée par le commissaire Souleymane Jules Faye et son collègue américain, l'inspecteur Mallhan, tout semble flou. Yoro semble ne pas avoir d'ennemis et est un citoyen irréprochable au service de sa communauté. Qui donc a pu lui ôter la vie ? La réponse vient d'où on ne le pensait pas. Ceux qui aiment le suspense y trouveront leur compte. ■

LAURENCE GAVRON (AUTEURE)

"…Si on est pris par l'histoire, on peut croire à tout…"

Après "Boy Dakar" et "Hivernage", Laurence Gavron vient de sortir le troisième ouvrage de sa trilogie d'enquêtes policières. Loin de la capitale du Ndiambour, l'auteure plonge ses lecteurs entre la chaleur des villes du Djolof et du Fouta, et la fraicheur new-yorkaise. Dans cet entretien avec "EnQuête", Laurence Gavron revient sur les secrets de "Fouta Street".

B. BOB

Parlez-nous de cette trilogie dont vous venez de sortir le dernier opus.

En effet, j'avais écrit "Boy Dakar" comme un premier et, a priori, seul roman policier. Et puis, vu à la fois le succès et mon envie de continuer, j'ai décidé d'écrire une trilogie autour du commissaire Souleymane Jules Faye. Disons que je me suis prise au jeu, je me suis attachée à mon personnage principal et je n'ai pas eu envie de le lâcher ! Dans "Boy Dakar", il n'était pas encore commissaire. Il l'est devenu après avoir résolu les multiples enquêtes de ce premier roman policier. Il était dans son élément, dans sa ville, Dakar, puisque le livre est né de mon envie d'écrire (tout, ou presque) sur Dakar.

Dans le second volet de la trilogie, "Hivernage", j'ai eu envie de parler de cette saison si spéciale et de ce beau mot inconnu hors de l'Afrique, l'hivernage. J'ai envoyé mon désormais commissaire à Louga, pour ne pas trop me répéter sur Dakar. Ensuite, j'ai su très tôt que je l'enverrais à New York, où il est dit dans un précédent livre (je crois dans "Boy Dakar") que sa mère y vit, ainsi que ses frères et sœurs, depuis des années. De plus, j'avais envie de sortir des villes sénégalaises et de parler de New York que j'aime beaucoup. J'ai donc situé l'action entre le nord du Sénégal (Djolof, Ferlo, Fouta) et la ville de New York et ses quartiers sénégalais (Harlem, Brooklyn).



Comment est née cette idée de dérouler l'histoire de "Fouta Street" dans ces deux zones ?

Dès que j'ai décidé d'écrire sur New York, comme il fallait malgré tout que ce soit une histoire sénégalaise et même peule, puisque j'avais envie aussi de parler des régions de Peuls nomades du Djolof et du Ferlo, j'ai su que la partie new-yorkaise devait se passer entre Harlem, appelée "Little Sénégal", région historique des Sénégalais à New York depuis les années 1980, et Brooklyn, Fulton Street, où se sont installés de très nombreux Haalpulaaren. J'avais passé du temps, il y a quelques années, auprès de populations peules nomades, dans le Djolof et le Ferlo, et j'avais envie de les décrire, de situer une partie de l'action dans cet environnement.

Avez-vous vécu au Fouta que vous décrivez avec précision ?

Je n'ai jamais vécu à Podor, mais j'y ai passé du temps, à plusieurs reprises, depuis une bonne dizaine d'années. C'est à Podor que j'ai terminé d'écrire, à l'époque, "Boy Dakar", et j'y retourne régulièrement. J'aime beaucoup me balader dans les différentes régions du Sénégal, voir, apprendre, connaître…

Pourtant, à vous lire, on sent une certaine connaissance approfondie de la culture peulh…

J'ai toujours été attirée par les Peulhs. Difficile à expliquer, mais à la fois en ville, les Toucouleurs qui se modernisent tout en gardant leurs traditions, leurs valeurs, leur culture, et les autres, plus traditionnels, nomades en brousse. Grâce à un ami musicien, Bah Moody, j'ai pu approcher ces populations, enfin quelques familles peules nomades avec qui j'ai vécu pendant quelque temps, il y a quelques années. Séjour qui a ensuite donné lieu à une expo photos à l'Institut français. J'y suis allée très simplement, avec ma curiosité, ma bonne volonté et mon appareil photo. Et tout s'est très bien passé, les gens étaient extrêmement accueillants, même souvent aussi curieux de moi que je l'étais d'eux.

Dans "Fouta Street" comme dans "Hivernage", vous parlez des émigrés ou de leurs femmes. Qu'est-ce qui explique cette fixation sur ces derniers ?

"Hivernage" était vraiment l'histoire d'une jeune Sénégalaise mariée, mais par choix, à un émigré, et de l'enfer qu'elle allait vivre ensuite après le départ en Europe de son mari. C'était une histoire triste, tragique. Dans "Fouta Street", il s'agit effectivement d'une histoire d'émigré encore, mais ici d'un mariage arrangé, pour ne pas dire forcé. Et heureusement le dénouement, cette fois, est plutôt heureux, du moins pour l'héroïne. Comme je voulais écrire sur New York, ce New York sénégalais, africain, peulh, il a bien fallu que je mette en scène tous ces immigrés qui vivent en Amérique depuis plusieurs décennies souvent. Ils ne sont plus tout à fait des immigrés, dans certains cas pas encore de "vrais" Américains. J'ai toujours été très attirée par les diasporas, par la façon dont les gens d'un pays, lorsqu'ils quittent ce pays, se retrouvent entre eux, s'intègrent tout en renouvelant leurs gestes habituels, comment ils réussissent à faire le lien entre leur nouvel environnement et leur culture d'origine (voir mon film sur la communauté capverdienne de Dakar, "Saudade à Dakar" ou encore plus récemment sur la communauté métisse sénégalaise-vietnamienne "Si loin du Vietnam").

Pourquoi ce sont les femmes qui tuent dans vos ouvrages ?

En effet, dans "Hivernage", l'héroïne devient presque folle, à force d'être réprimée, harcelée par sa belle-famille, violée et, comme dans une espèce de transe, elle en vient à commettre l'irréparable. Dans "Fouta Street", il y a une jeune femme, en effet, qui commet aussi des meurtres. Ça aurait pu être un homme. En fait, l'assassinat, même s'il est perpétré par une femme, est commandité par un garçon, je ne veux pas tout raconter aux éventuels futurs lecteurs ! Dans "Boy Dakar", les crimes étaient perpétrés par des hommes. Je pense qu'il ne faut pas voir autre chose là-dedans qu'une égalité des genres justement, devant toute situation ou action !

Dans ce New York énorme, on imagine mal qu'une petite broussarde y retrouve facilement un de ses compatriotes. Pourquoi ne vous êtes-vous pas appesantie sur l'arrivée de Tabara Wone à New York et sa rencontre avec Yoro Sow ?

C'est vrai que Tabara Wone arrive assez tard dans le roman. Il s'agissait, en fait, de faire agir le suspense, de ne pas tout dire, tout expliquer plus tôt. J'aurais sans doute pu mettre en scène Tabara plus tôt, sa rencontre avec Yoro, en effet. Mais j'ai plutôt choisi de me concentrer sur mon héroïne, Takko, sa vie en brousse puis à New York. Djibril et Tabara n'apparaissent qu'en fin de roman. Je ne peux pas trop vous expliquer pourquoi en-dehors du besoin de suspense, mais c'est comme ça que les choses me sont venues.

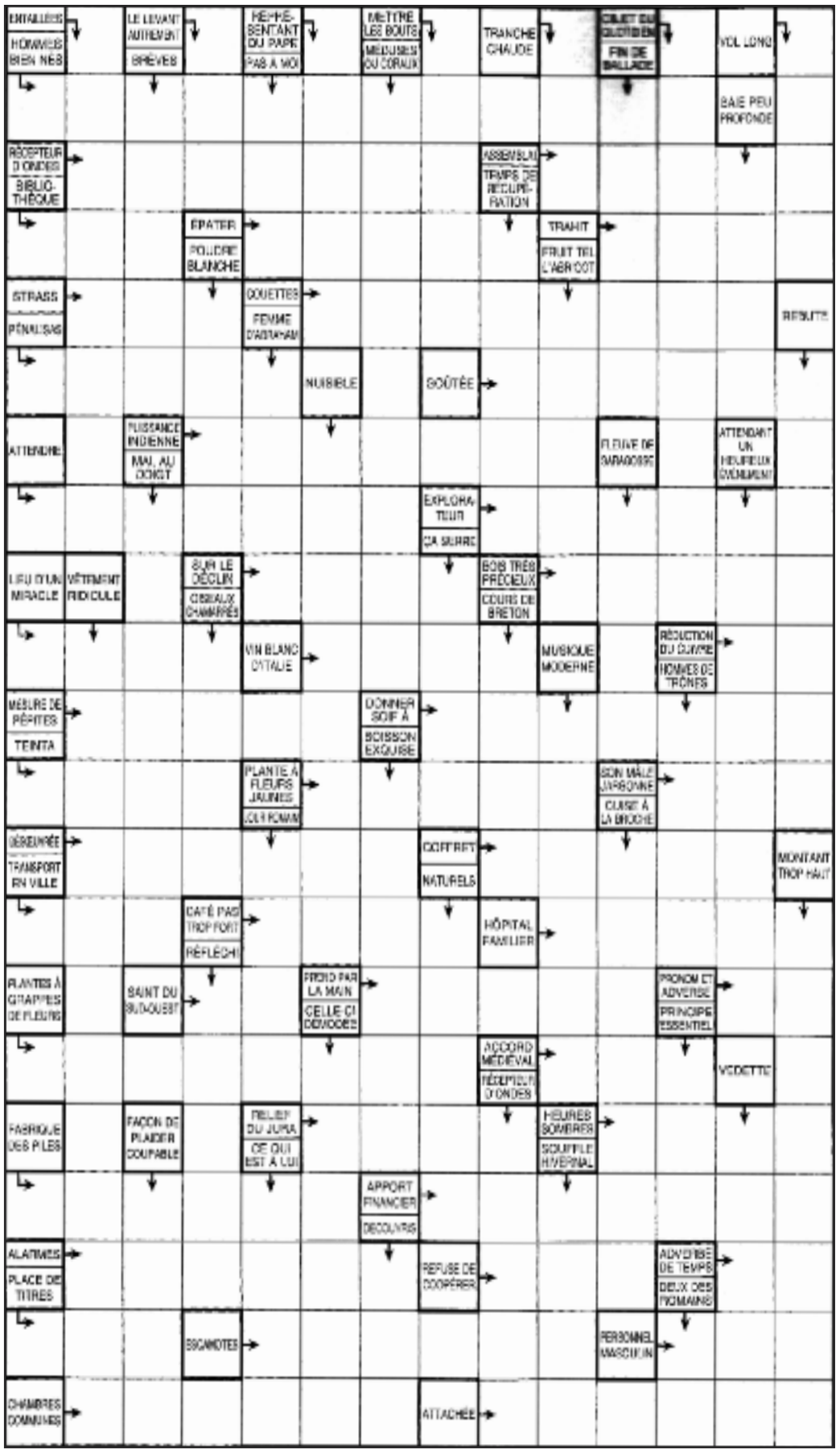
L'on se demande également comment cette petite fille a pu tromper la vigilance de Yoro Sow et l'empoisonner si facilement ?

Je ne veux pas tout dévoiler ! Je pense qu'il s'agit d'une toute jeune fille, venue de la part du neveu de Yoro Sow. Donc celui-ci n'avait, a priori, aucune raison de se méfier. Elle lui a préparé une infusion à base de plantes, ces plantes empoisonnées de la brousse - les "pataas lelli" ne sont pas forcément connues et reconnaissables par les gens des villes - et Yoro a grandi en ville, à Podor. En outre, je pense qu'il ne faut pas toujours trop rechercher la vraisemblance dans les petits détails. Il s'agit de fiction, si on est pris, séduit par la narration, l'histoire, alors on peut croire à tout.

Travaillez-vous sur un autre projet littéraire ?

J'ai commencé à travailler sur un livre très différent, plus personnel, une réflexion sur ma vie, ce que j'y ai fait, etc. J'avais envie de changer un peu de genre, je ne sais pas si je réussirai à porter ce projet jusqu'au bout, je l'espère. ■

MOTS FLÉCHÉS • N° 1990 (FORCE 2)



Numéros Utiles

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale : 800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONE
Renseignements Annuaire : 1212
Service Dérangements : 1213
Service Clients : 1441

EAU - SDE
Dépannage & Renseignements 800 00 11 11(appel gratuit)

ONAS
Egoûts, collecteurs
NUMERO ORANGE
81 800 10 12(appel gratuit)

SENELEC
Service Dépannage : 33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique : 33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS) : 33 823 31 40
Aéroport international Blaise Diagne de Diass : 33 864 94 00
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN : 33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS : 33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) : 33 827 74 68 / 33 825 08 19

horoscope

Bélier
Amour : vous vous sentirez particulièrement à l'aise dans vos échanges amoureux. Célibataire, vous aurez envie de privilégier les relations amicales pour resserrer des liens déjà existants. **Travail-Argent :** vous vous exprimerez en toute liberté sans penser aux conséquences. **Santé :** excellente résistance nerveuse.

Taureau
Amour : petits plats mitonnés, sorties culturelles et agréables moments passés en famille... vous vous consacrerez à ceux que vous aimez et vous faites tout pour qu'ils se sentent bien. **Travail-Argent :** vous devrez faire attention à ne pas accorder foi à n'importe quelle rumeur ; avant de prendre parti ou de juger les uns et les autres, renseignez-vous. Les a priori se révèlent souvent faux**. Santé :** faites du sport pour garder la ligne.

Gémeaux
Amour : la fidélité ne sera pas votre fort, vous serez d'humeur volage. Vous ne négligerez rien pour plaire à autrui. Gare aux conséquences d'un jeu trop dangereux ! **Travail-Argent :** vous connaîtrez quelques contrariétés ou difficultés dans le domaine professionnel. Si vous ne réglez pas le problème rapidement, la situation pourrait s'enliser et s'aggraver. Réagissez ! **Santé :** vous avez fait trop d'excès et vous en payer le prix aujourd'hui.

Cancer
Amour : en couple, les liens seront solides. Livrez-vous davantage pour faciliter vos rapports, car vous n'êtes pas toujours facile à vivre. Enterrez la hache de guerre et passez plutôt aux câlins! **Travail-Argent :** vous allez faire des envieux mais ne prêtez aucune attention aux médisances. Attention, vous aurez tendance à manifester trop clairement vos sympathies et vos antipathies. Ne sous-estimez pas vos collègues. **Santé :** surveillez votre foie. Vous avez sûrement mangé trop salé et bu un peu trop.

Lion
Amour : que vous soyez célibataire ou en couple, votre sensualité va reprendre le pouvoir ! Mais les rapports familiaux seront plutôt tendus. **Travail-Argent :** vous vous concentrerez sur l'exploitation de vos ressources, qu'elles soient matérielles ou morales. Cette journée sera faste pour ceux qui préparent un examen ou un entretien. Vous aurez l'esprit clair et des idées originales. **Santé :** quelques troubles du sommeil passagers sont possibles.

Vierge
Amour : votre partenaire est plus exigeant que de coutume ou vous paraît moins réceptif. Laissez-lui le temps de s'apaiser mais si la situation en vient à durer, parlez-lui calmement. **Travail-Argent :** votre façon d'agir sera instinctivement constructive, ne perdez pas de temps en hésitations inutiles. Vous savez exactement comment procéder même si certains tenteront de semer le doute. **Santé :** risques de troubles hépatiques.

Balance
Amour : le climat affectif a tendance à vous pousser aux changements. Vous envisagez vos relations familiales sous un autre jour. Si vous devez prendre de grandes décisions, prenez préalablement le temps de la réflexion. **Travail-Argent :** il vous faudra être plus rigoureux dans vos activités professionnelles. **Santé :** vous avez besoin de repos.

Scorpion
Amour : la situation actuelle vous paraîtra de plus en plus insupportable. N'attendez plus que les autres prennent des initiatives, ce sera à vous de mettre les pieds dans le plat pour que les choses changent enfin. **Travail-Argent :** dans votre métier, vous ne pouvez pas faire les choses à la légère. Faites bien attention et n'hésitez pas à de mander conseil avant de prendre une décision irréversible. **Santé :** Au vu de votre situation professionnelle, le stress augmente.

Sagittaire
Amour : célibataire ou en couple, vous vous épanouirez sans entraves inutiles. Vous vivrez au jour le jour et profiterez de chaque instant de bonheur. Vous vous constituez un petit lot de bons souvenirs. **Travail-Argent :** un échange avec un supérieur vous aidera à recadrer certaines choses et relativiser un doute. Vous vous sentirez soulagé et vous pourrez voir l'avenir sous un autre angle. **Santé :** maux de tête en fin de journée.

Capricorne
Amour : l'amour est votre meilleur allié. La personne avec qui vous vivez vous soutient et vous encourage. Vous mettrez tout en œuvre pour renforcer vos liens sentimentaux. Ainsi, vous partirez en guerre contre la routine et les habitudes. **Travail-Argent :** à force de multiplier vos contacts et vos démarches, vos projets aboutiront. Votre ténacité sera payante. Des modifications, tout à fait imprévues, pourraient intervenir. **Santé :** les excitants vous donnent seulement l'illusion d'avoir du tonus. Prenez le temps de souffler.

Verseau
Amour : les démonstrations d'affection vous mettront mal à l'aise. Vous risquez de blesser la sensibilité de votre partenaire. Soyez gentil et acceptez que l'on vous aime, ce n'est pas une mauvaise chose ! **Travail-Argent :** les affaires quotidiennes vous absorbent. Ne vous laissez pas submerger par les demandes des autres. **Santé :** ralentissez le rythme.

Poissons
Amour : vous mettrez toute votre énergie au service de votre vie de famille. Pour cela, vous n'hésiterez pas à vous mettre en quatre pour faire plaisir à vos enfants et votre partenaire. Ces bonnes intentions seront particulièrement appréciées. Continuez ! **Travail-Argent :** les finances passent par une bonne étape, grâce à la famille, à l'immobilier. Ce n'est pas une raison pour tout dilapider une fois que vous serez remis à flot ! **Santé :** vous souffrirez de troubles allergiques.

Solutions

MOTS FLÉCHÉS N° 1989

■	M	■	I	■	C	■	I	■	G	■	I	■	P
C	O	L	L	I	N	E	S	■	R	E	N	D	E
■	T	E	L	E	P	H	E	R	I	Q	U	E	S
L	O	T	■	N	F	■	R	E	L	U	I	R	E
■	N	A	N	A	■	P	O	P	■	E	T	E	S
V	A	L	U	■	P	R	I	S	E	R	■	G	■
■	U	■	A	M	I	E	S	■	P	R	O	L	O
E	T	H	N	I	E	S	■	C	R	E	P	E	R
■	I	■	C	S	■	T	A	R	E	■	A	S	A
A	S	I	E	■	V	I	C	I	N	A	L	■	L
■	M	A	S	S	A	G	E	■	D	■	I	T	E
B	E	L	■	A	N	E	■	A	R	E	N	E	■
■	■	T	A	L	E	■	A	G	E	N	■	T	A
S	U	A	■	I	S	A	R	D	■	J	E	E	P
■	T	■	L	E	S	■	D	E	P	E	N	S	E
K	O	L	A	■	E	M	U	■	E	U	T	■	R
■	P	A	I	T	■	O	S	E	R	■	E	P	O
F	I	C	■	O	T	E	■	L	I	B	R	E	■
■	S	■	E	M	O	U	L	U	■	R	I	P	E
S	T	U	C	■	U	R	E	■	P	U	N	I	R
■	E	T	U	D	E	S	■	F	U	T	E	E	S

SUDOKU N° 1655

6	4	3	9	7	8	5	1	2
9	5	2	1	3	4	6	8	7
7	8	1	6	5	2	9	3	4
8	6	5	7	9	1	4	2	3
2	7	9	8	4	3	1	5	6
1	3	4	5	2	6	7	9	8
4	1	8	2	6	9	3	7	5
3	9	7	4	8	5	2	6	1
5	2	6	3	1	7	8	4	9

MOTS MELÉS • N° 1256

Cri de triomphe

HOSANNA

SUDOKU N° 1656

	5		7	2		1	6	
9				6	3		4	
7		3				5		
	4	5	9		6			1
1					7		2	
		9		5			8	4
	3		6		8	2	1	
6	2						7	
8				7	1	3		

HEURES DE PRIÈRES

HEURES DE MESSE		HEURES DE PRIERES MUSULMANES	
• Cathédrale : 7H		• Fadiar :	06:38
• Martyrs de l'Ouganda : 6H30-18H30		• Tisbar :	14:15
		• Takussan :	16:45
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30		• Timis :	19:18
		• Guéwé :	20:18

MOTS MÉLÉS EXPRESS N° 1257

Sa capitale est Santiago

APPAT	FLAMANDE	REJETON
AUGMENTE	HAINE	REOPERER
CRISSER	OISIVETE	SOMNOLE
DAUBE	OPPOSANT	SONDE
DEDUITE	PEPIN	SORTANTE
DERACINE	POUSSER	SURSAUT
DOCUMENT	RAFFINE	TABLIER
ETOUFFE	REGARDE	TOURISME

E	T	I	U	D	E	D	E	F	F	U	O	T	E	S
N	O	N	E	C	E	T	O	U	R	I	S	M	E	O
T	O	I	A	D	E	R	N	C	R	I	S	S	E	R
N	R	T	S	S	N	L	A	E	E	B	U	A	D	T
E	E	A	E	I	O	A	O	C	M	N	H	A	R	A
M	S	B	F	J	V	P	M	N	I	G	I	P	A	N
U	S	L	I	F	E	E	P	A	M	N	U	P	G	T
C	U	I	L	R	I	R	T	O	L	O	E	A	E	E
O	O	E	E	S	O	N	D	E	I	F	S	T	R	P
D	P	R	H	A	I	N	E	S	U	R	S	A	U	T

ENTRE LE TEMPS DE LA COMPÉTITION ET LE TEMPS DE LA DÉFINITION DES RÈGLES :

Faudrait-il renouer le fil du dialogue politique ?

Le processus électoral en direction de la prochaine présidentielle est lancé par la fixation de la date au dimanche 24 février 2019 (décret n° 2018-253 du 22 janvier 2018). Il en est de même du démarrage, attendu ce mois, de la révision exceptionnelle des listes électorales.

Cela intervient dans un contexte marqué par la persistance d'un climat de méfiance et de suspicion entre les acteurs politiques. Sans nul doute, les graves dysfonctionnements notés lors des dernières élections et qui déteignent sur ce climat, ont aussi exacerbé les divergences et cristallisé les positions de telle sorte que le dialogue politique devant conduire aux consensus indispensables sur les règles de la compétition a été mal amorcé.

Malgré les incessants appels au dialogue lancés par le Président de la République, le changement à la tête du Ministère de Intérieur, la décision du Gouvernement de commettre une Mission d'Audit du Fichier Electoral, l'Opposition significative refuse de participer aux travaux du cadre de concertation sur le processus électoral installé le 12 décembre 2018 à la suite d'une rencontre entre le nouveau Ministre de l'Intérieur et les acteurs du processus.

Force est de reconnaître que les préalables et conditions d'un dialogue inclusif, sincère et constructif n'étaient pas tous remplis. Ce constat a été déjà fait par la société civile (COSCE et PACTE) qui a préféré adopter une posture d'observateur QUI lui a permis de mener la médiation. En conséquence, les concertations qui viennent d'être bouclées après plusieurs blocages n'ont pu sur bien des points conduire à des accords.

Il est vrai qu'elles ont permis de procéder à une évaluation objective de la refonte partielle des listes électorales aussi bien par des organismes de gestion des élections (OGE) que par des différents pôles politiques. Qui plus est, le rapport sur les élections législatives publié par la CENA confirme les constats faits par les



Archives

acteurs. Pouvait-il en être autrement ? Dans le même sillage, la définition des termes de référence consensuels de l'audit du fichier électoral en cours constitue aussi une avancée majeure.

Cependant, la plupart des points inscrits à l'ordre du jour n'ont pas fait l'objet de consensus, notamment ceux relatifs aux conditions de participation à la présidentielle (nationalité du candidat, bulletin unique, caution, parrainage…). D'autres points, bien qu'étant abordés, n'ont pu être épuisés du fait de leur complexité et des différences de points de vue. Il s'agit de l'Autorité chargée des élections, du renforcement des organes de contrôle et supervision, de la rationalisation du système partisan, du financement des partis politiques ainsi que la définition du statut de l'Opposition et de son Chef.

Cette situation était, somme toute, prévisible puisque l'environnement n'était pas propice et la méthodologie s'est révélée peu appropriée à la conduite de telles concertations. C'est la raison pour laquelle, dans ma dernière contribution , je suggérais la mise en place d'une commission cellulaire d'évaluation et de réforme du système électoral et de la modernisation du système partisan, comprenant des experts qui auraient à présenter des rapports et études sur les différents thèmes retenus.

Malheureusement, l'administration n'a pas voulu rompre avec les méthodes classiques comme s'il s'agissait d'une revue du code électoral. C'est tout le sens des enseignements d'IDEA International qui en listant les inconvénients du modèle mixte indique que « le style bureaucratique peut se révéler inadapté aux besoins de la gestion électorale ».

Que faire ?

Lorsque les concertations sont mal engagées, que le processus électoral souffre d'une mauvaise planification, que les OGE ne perçoivent pas l'importance de l'évaluation externe et que le droit fondamental de suffrage n'est plus respecté, il est urgent d'agir.

Lorsque des acteurs politiques doutent de la neutralité de l'administration électorale ou de la crédibilité de l'organe de supervision et contrôle, le rétablissement du lien de confiance est incontournable.

Lorsque l'Opposition refuse de fermer la page sombre des législatives, que les hommes politiques ne suivent même plus l'appel au dialogue des régulateurs sociaux et que la méditation entreprise par la société civile n'aboutit pas, c'est le processus qui bloque.

Lorsque l'on veut définir le statut de l'opposition et de son Chef à son insu et que des partis politiques qui ne participent jamais aux élections sous bannière propre luttent pour leur propre survie, la représentativité n'est pas prouvée.

Lorsqu'on confond le temps de la compétition et le temps de la définition des règles du jeu, que des candidats potentiels deviennent inéligibles et que le jeu du pouvoir prend le dessus sur tout, le jeu politique est faussé.

Alors, le Sénégal court un danger parce que la paix sociale et la stabilité politique sont menacées. Il devient donc impératif que toutes les forces vives, les patriotes se dressent pour empêcher que notre pays connaisse une vague de contestations électorales qui risquent de le faire basculer vers le chaos.

C'est maintenant qu'il faut imposer à notre classe politique de s'entendre sur les règles de la compétition.

C'est maintenant, plus jamais, que la société civile devra défendre les droits des citoyens, poursuivre les démarches de facilitation du dialogue politique et œuvrer au renforcement de la citoyenneté.

C'est maintenant que le Chef de l'État devrait prendre des mesures fortes pour rassurer tous les acteurs et donner des gages d'une compétition ouverte dans laquelle est garanti l'exercice sans entrave du droit de suffrage des citoyens ;

C'est maintenant que les acteurs politiques doivent démontrer leur sens des responsabilités et leur esprit de dépassement en se projetant vers l'avenir.

C'est maintenant que les conditions d'un processus électoral inclusif, transparent et apaisé, assurant la légitimité de l'autorité politique, doivent être réunies. Il n'est pas certain que le peuple sénégalais accepte et tolère une régression démocratique, une nouvelle violation de son droit fondamental ou d'éprouver des contraintes à exprimer son libre choix.

La Mission d'Audit du Fichier Electoral, financée par la République Fédérale d'Allemagne va présenter son rapport provisoire au cours de la semaine. En tout état de cause, elle donne encore l'opportunité d'impliquer tous les acteurs à travers la mise en place d'un comité de suivi des recommandations. Sous ce rapport, il serait judicieux que le Président de la République rencontre l'Opposition et crée une commission cellulaire rattachée à ce comité de suivi en vue de relancer les concertations autour des questions non encore épuisées, en particulier celles résultant de la dernière révision constitutionnelle et d'aboutir à des consensus majeurs sur notre système démocratique. ■

Lundi, 12 février 2018

NDIAGA SYLLA,
Expert électoral
Coordonnateur Département Démocratie et Elections/GRADEC

LA RADIO

Un média à l'écoute

À l'ère de la diffusion de l'information du XXIe siècle, de l'in obésité qui nous entoure, des réseaux sociaux qui relaient de fausses actualités parasitant ainsi les discours et la pensée, la radio est certainement le seul média qui peut relayer une parole démocratique exigeante et renforcer les liens humains.

Si l'antenne de radio respecte la déontologie liée à la diffusion des informations et des idées, l'espace radiophonique peut être un allié communicationnel qui favorise l'expression, la parole et l'écoute, les échanges, les débats philosophiques, culturels, scientifiques. Pour cela, elle se doit de respecter l'éthique et les sources qui l'alimentent. Grâce à la technologie, nous savons que la rediffusion et le classement sont possibles. Ainsi, la radio devient un outil de mémoire, un circuit essentiel de l'archivage de notre patrimoine historique et culturel. La radio numérique du XXIe siècle n'exige ni un matériel lourd, ni un équipement coûteux, il s'agit juste d'y déployer des valeurs morales, une pensée, un esprit critique, scientifique et analytique. Comme dans tout outil numérique ou technologique, c'est la pensée de l'homme qui définit son utilité et son excellence.

La radio peut être partout, jusqu'au bout des terres des hommes et des femmes qui n'ont pas accès, comme dans les zones urbaines, à l'information, à la culture, aux études, à la parole démocratique. Cela peut également être un média de l'intime à l'écoute de nos préoccupations sociales et citoyennes.

La radio peut être une présence salvatrice au quotidien pour ceux et celles qui cherchent à réfléchir, à renforcer leurs connaissances, à comprendre la société et à entendre le monde.

La radio peut être le média à l'écoute des hommes, des femmes, de la jeunesse, des citoyens d'un terroir, à l'écoute de la société, de ses enjeux, de ses attentes et de ses besoins. C'est pourquoi, en créant des antennes radiophoniques qui respectent les règles de l'information et des idées, nous pouvons placer la parole, les savoirs et le débat citoyen au cœur de notre pays. ■

DR YACINE DIAGNE KANE,
Enseignante/chercheur,
Chef du Département Radio au CESTI/UCAD.

DE GOUVERNEUR GÉNÉRAL À KHALIF GÉNÉRAL :

Les enseignements à tirer de l'incident du Gamou Seydi Djamil de Louga

"Les cérémonies officielles", une survivance coloniale et postcoloniale héritée des liens arrangés entre le Gouvernorat Aofien* et les autorités religieuses de l'époque. Une coutume acceptable a priori. Ce cadre d'échanges d'amabilités entre autorités spirituelles et temporelles a adopté, au fil des ans, la fonction hybride de chair religieuse et tribune politique, s'il n'est un espace de distillation de "ndigels" électoraux diffus. La ligne de démarcation est tellement ténue, poreuse et fluctuante qu'elle donne libre cours à moult interprétations. C'est sous ce prisme qu'il faut analyser l'incident au Gamou de Louga, du 10 février 2018, dont les protagonistes sont Serigne Mansour Sy Djamil et le Gouverneur de région. Dans l'absolu, s'il est bien concevable que quelqu'un puisse avoir la liberté d'user de dithyrambes pour flatter l'ego d'une figure de proue du temporel ou du spirituel, pourquoi un autre n'userait-il pas de sa liberté d'opinion pour clouer au pilori l'attitude de tel ou tel autre ? Quelle que soit son statut du reste.

Mais concernant le clash de Louga, notre angle d'analyse est brouillé par deux double, sinon aberrations, au moins cumuls de fonctions et de statuts ouvrant un boulevard au conflit d'intérêts. Mansour Sy Djamil est une autorité religieuse, mais aussi un chef de parti politique et non moins député à l'Assemblée nationale. Macky Sall, Président de la République, est aussi leader d'un parti politique. Dès lors, le casse-tête chinois qui nous est donné de démêler, appelle à chercher d'abord des réponses à certaines questions.

Le gouverneur représentait le chef de l'Etat, c'est sûr. Mais à quel moment devrions-nous nous triturer les méninges pour distinguer les parties de son speech à répartir respectivement entre le Chef de l'Etat et le patron d'une structure partisane? Dans la même veine, à quel moment Serigne Mansour Sy Djamil s'est-il adressé à son adversaire politique? A son "ami"? Au président de la République? Le guide religieux aurait-il élevé la voix si le gouverneur avait six ministres à ses côtés ? Le gouverneur a posé un acte fort. Le marabout a continué sa diatribe. Les citoyens et autres disciples poursuivront leurs commentaires débridés, en attendant le prochain Gamou ou la prochaine élection. A chacun sa religion. Dieu reconnaîtra les siens. Machiavel aussi ! ■

*** Relatif à l'Afrique Occidentale française**

CHEIKH LAMANE DIOP,
(Journaliste, analyste politique)

FOOT - DIAFRA SAKHO (ATTAQUANT SÉNÉGALAIS DE RENNES)

“Gagner la CAN 2019 avec le Sénégal...”

Arrivé à Rennes dans les derniers jours du mercato d'hiver, Diafra Sakho est de retour en France après trois ans et demi à West Ham. L'occasion pour FF.fr d'évoquer certains moments importants de sa vie pour un voyage de Dakar à Rennes. Avec la Coupe du monde, mais surtout la CAN dans un coin de sa tête.

Son enfance entre Dakar et la Guinée-Bissau : “J'aimais bien l'athlétisme”

“C'est un peu difficile d'en parler. Une enfance faite de hauts et de bas, comme dans toutes les familles africaines. Ca m'a permis de me forger. C'est dans ce genre de moments qu'on grandit et qu'on devient un homme. Mon père était chauffeur routier, ma mère femme au foyer. Mon oncle était le président de la chambre de commerce de Guinée-Bissau. C'est pour ça que j'ai habité et grandi là-bas dans un premier temps.

Comme mon oncle était un commerçant important, tout le monde dans la famille travaillait pour lui. D'ailleurs, tous mes frères sont nés dans ce pays. Lors de la guerre en Guinée-Bissau, en 1998, je suis allé vivre chez mes grands-parents, au Sénégal. En 2003, j'ai rejoint ma mère à Dakar. Le foot ? Avant, j'aimais bien faire de l'athlétisme, avec le 200 ou le 400 mètres. Quand je suis arrivé à Dakar, j'ai disputé des matches de quartier, au poste de numéro 6. Jusqu'à être recruté par Génération foot.”

Son premier voyage en France : “En t-shirt dans l'avion en décembre”

“Je m'en rappelle très bien : le 5 décembre 2007. J'étais en t-shirt, il faisait froid. Dans l'avion, tous les gens étaient en manteau et me regardaient... (Il ne finit pas sa phrase.) C'était difficile. J'ai voyagé le même jour que Fallou Diagne (NDLR : encore à Metz aujourd'hui) et qu'un ami à moi. On a fait le trajet ensemble. Je me rappelle : j'avais leur passeport, j'étais le guide.

On a atterri au Luxembourg, avant de



rejoindre Metz. Mes premiers pas en France, et avec ce froid, je voulais tout de suite rentrer à la maison, au Sénégal. Je me demandais comment je pouvais jouer au foot avec un hiver pareil. Déjà que marcher, c'était impossible, alors jouer... A Metz, il faisait tellement froid ! Je vous jure, c'était insupportable. On mettait du beurre de karité, ou d'autres choses sur les pieds pour essayer de se protéger du froid.”

La promesse de Bernard Serin, le président de Metz : “Un homme de parole”

“Nous avions une très bonne relation avec le président (Bernard) Serin, un peu comme père et fils. C'était un homme de parole. Et moi, j'aimais me mettre des défis. Quand Metz est descendu en National (2012), il m'a expliqué que tous les anciens voulaient partir et qu'il fallait que je reste pour encadrer les jeunes. Dans l'équipe, il y avait Bouna Sarr, Yeni Ngbakoto... Une belle époque. J'avais certifié au président qu'on allait tout de suite remonter en Ligue 2. C'est ce qu'on a fait.

Une fois que cela a été acté, je lui ai lancé : "Président, moi, je suis le seul à être resté en National. Je vous promets d'inscrire 15 buts en Ligue 2. Si c'est le cas, vous me laissez partir.” Il m'a dit : “Ok, si tu les mets, je ne te bloquerai pas”. Au final, j'ai atteint les 20 buts en Championnat. Et même avant, lorsque j'ai marqué mon quinzième but, il est venu me voir et il m'a serré la main. Dès février, je savais que j'allais partir en fin de saison.”

L'envol en Angleterre : “Au dernier moment, West Ham est arrivé”

“Honnêtement, au début, avant de rejoindre West Ham, je voulais aller en Allemagne. Le Borussia Mönchengladbach souhaitait me recruter. Le directeur sportif du club était même venu jusqu'à Metz pour discuter avec moi. On avait parlé du contrat, de comment j'allais jouer, etc. Dans ma tête, j'étais content d'y aller. Mais Metz demandait 5 millions d'euros alors que Mönchengladbach n'en proposait “que” 3,5M€. Au dernier moment, West Ham est arrivé. Ils m'ont proposé quelque chose et m'ont dit qu'ils avaient fait plus de 50 rapports de match sur moi. Mon agent hésitait, et je lui ai dit : “Si le coach de West Ham me fait jouer une fois, il ne me sortira plus jamais de l'équipe.” C'est ce qu'il s'est passé.”

But sur but, avant les difficultés : “J'ai donné envie aux joueurs de sauter le pas”

“Ma première année à West Ham a été magnifique. En tout début de saison, Sam Allardyce, le coach, vient me voir à l'hôtel. Il m'interroge sur ce que je compte apporter en plus à son équipe. Je lui ai dit : “Je suis là pour mettre des buts.” Je lui demande combien en a mis son meilleur attaquant la saison dernière. Réponse : “Kevin Nolan, avec huit buts (NDLR : sept en réalité).” J'ai alors renchéri en lui expliquant que, si je jouais la moitié des matches, j'allais en mettre 12 (Il termine la saison 2014-15 avec 10 buts en Premier League).

En plus, j'en marque six sur mes six premiers matches, un record égalé (NDLR : il partage ce record avec Mick Quinn). Ca m'a fait très plaisir. Tout comme avoir été élu joueur du mois en octobre en Championnat. Je me rappelle aussi de mon but à Liverpool, lorsqu'on l'a emporté là-bas alors que le club ne l'avait plus fait depuis 52 ans (3-0). Ensuite, je me suis blessé, et cela a été un peu plus compliqué. Mais aujourd'hui, je pense que j'ai donné envie à tous les joueurs de Ligue 2 de sauter le pas. Après moi, d'autres comme Mahrez sont passés directement de la Ligue 2 à l'Angleterre.”

Nouveau départ à Rennes avant la Coupe du monde : “Du temps pour revenir à 100%”

“Je suis content d'être ici, avec cet effectif jeune, qui a envie, qui a faim. Les jeunes d'ici sont talentueux. J'ai donc été rapidement motivé pour être à leurs côtés et je pense qu'on va bien bosser ensemble pour que tout le monde y trouve son compte à la fin. J'ai envie de jouer, de ne pas me blesser, mais le staff médical rennais s'occupe bien de moi.

Je ne dois pas griller les étapes, il me faudra un peu de temps pour vraiment revenir à 100%. Pour ainsi marquer quelques buts en Ligue 1 et aller à la Coupe du monde. Mais, surtout, mon objectif personnel est de gagner la CAN 2019 (organisée au Cameroun) avec le Sénégal. C'est ça qui me motive le plus.” ■

(FRANCEFOOTBALL.FR)

FOOT - LIGUE DES CHAMPIONS

Cinq choses à savoir sur les 8es de finale

Après le tirage au sort des 8es de finale de la Ligue des Champions à Nyon en Suisse au siège de l'Uefa, on vous présente ces chocs en cinq histoires.

L'anecdote : le mauvais bilan d'Emery face à la maison blanche

Le tirage au sort du PSG qui hérite du Real Madrid en 8e de finale, place Unai Emery face à ses statistiques. L'entraîneur parisien du temps de son passage à Valence puis au FC Séville présente un mauvais bilan face à l'ogre de la Liga.

En vingt rencontres, Emery et ses équipes ne l'ont emporté qu'à 5 reprises, s'inclinant quatorze fois pour un seul match nul.

Le chiffre : 5

Opposée à Tottenham, la Juventus ne présente pas à un bilan très favorable face aux clubs d'outre-Manche. Nos confrères d'Opta relèvent que les coéquipiers de Blaise Matuidi restent sur cinq échecs d'affilée face des représentants de la Premier League en phase à élimination directe.

La dernière élimination remonte à la saison 2008-2009 quand Chelsea avait fait tomber la Vieille Dame en huitième de finale de la Ligue des Champions.

Messi enfin ?

C'est un des chocs de ces 8es de finale. Barcelone-Chelsea, mais un choc attendu puisque les deux clubs avaient 41,3% de chances de se rencontrer. C'est l'assurance de voir un grand d'Europe disparaître avant le printemps. La rivalité entre les Blues et les Blaugrana a rythmé ces dernières années la scène européenne : deux demi-finales en 2009 et 2012 et deux huitièmes de finale (2005 et 2006).

Lionel Messi marquera-t-il enfin contre le club londonien ? En huit rencontres (et 29 tirs), l'Argentin n'est jamais parvenu à percer la défense des Blues.

Bâle, jamais deux sans trois ?

Tombeurs de Manchester United qu'ils avaient éliminé des phases de poule en 2011, les Suisses n'ont jamais passé le cap des 8es de finale avec deux échecs contre le Bayern (2012) et le FC Porto (2015).

Bayern, un oubli réparé

Avec sa longévité sur la scène européenne, le Bayern n'avait encore jamais affronté le Besikstas (Turquie). Ce sera donc chose faite.

Une confrontation accueillie avec humour par les Bavarrois qui ont posté sur leur compte twitter un message avec le mot-clé #cometobesiktas (vient à Besiktas) popularisé l'été dernier par le club stambouliote pour officialiser ses recrues. ■

(LEPARISIEN.FR)

Programme

Aujourd'hui (19h45)
Juventus - Tottenham
FC Bâle - Manchester City
Demain
FC Porto - Liverpool
Real Madrid - PSG
Mardi 20 février
Chelsea - FC Barcelone
Bayern Munich - Besiktas
Mercredi 21 février
FC Séville - Manchester United
Shakhtar Donetsk - AS Roma

REVUE TOUT TERRAIN

FOOT - CHAMPIONSHIP

Cheikh Ndoye étrangle John Terry

C'était chaud dimanche, en Championship entre Aston Villa et Birmingham à Villa Park ! Alors qu'on joue la 94e minute et que la victoire des Villans est assurée, un incident a eu lieu dans la surface de réparation de Villa. A la lutte avec un joueur, l'ancien Angevin Cheikh Ndoye est déséquilibré. S'en suit une petite échauffourée dont se mêle John Terry. Visiblement énervé, Ndoye vrille et tient au cou l'ancien joueur de Chelsea. Un geste qui lui a valu un carton rouge.

FOOT - MAN CITY

L'effectif le plus cher de l'histoire

Récemment, Pep Guardiola n'a pas hésité à critiquer le Paris Saint-Germain, assurant que Manchester City ne dépenserait jamais 400 millions d'euros pour recruter deux joueurs. Si les Citizens n'en sont pas encore là, l'entraîneur catalan sait désormais que son équipe est la plus onéreuse de l'histoire du football. Selon les informations du Centre International d'Etude du Sport (CIES), le club anglais a déboursé 878 millions d'euros pour bâtir son effectif actuel. C'est 73 millions d'euros de plus que ce qu'a payé l'actuel leader de Ligue 1, 2e avec 805 millions d'euros. Sur la troisième marche du podium, on retrouve Manchester United avec 747 millions d'euros dépensés. Dans le TOP 25, près de la moitié sont des clubs de Premier League (12). La Serie A (5) et la Liga (4) sont également bien représentées. La Bundesliga et la Ligue 1 ont eux deux représentants, Monaco pointant au 15e rang de ce classement avec un effectif qui a coûté 286 millions d'euros.

BARÇA

Valverde indulgent avec Dembélé

Entré en cours de match contre Getafe (0-0), dimanche, Ousmane Dembélé (20 ans, 5 apparitions en Liga cette saison) a réalisé une prestation assez décevante. Mais son entraîneur au FC Barcelone, Ernesto Valverde, se veut indulgent. “Il est entré quand j'ai pensé qu'il nous fallait un joueur capable de faire des dribbles et de rendre notre jeu plus profond. Sa longue absence des terrains l'a peut-être affecté. Leur défense a été assez forte et il n'a pas pu dribbler aussi souvent qu'il le souhaitait. Il a joué aujourd'hui et c'est un premier pas. C'est mieux d'essayer plein de choses et ne pas réussir que de ne pas essayer du tout. Il devait essayer des choses dans les secteurs où il est fort. Peut-être qu'il n'a pas eu de chance mais c'est juste un premier pas”, a déclaré le coach des Blaugrana après la rencontre. Dembélé revenait de blessure après un mois d'absence.

ANGLETERRE - 27E JOURNÉE
Hier
Chelsea - West Brom 3-0

ESPAGNE - 23E JOURNÉE
Hier
La Corogne - Bétis Séville 0-1

FOOT - MONDIAL 2018 - PRÉPARATION

Les Lions joueront contre l'Ouzbékistan

Sur le chemin de la prochaine Coupe du monde en Russie, le Sénégal va affronter l'Ouzbékistan et la Bosnie-Herzégovine, en amical en mars.



ADAMA COLY

Fini les tergiversations et incertitudes sur le plan de préparation de mars des Lions pour la Coupe du monde 2018. Le planning pour les dates Fifa du mois prochain est bouclé. Ainsi, selon certaines sources, le Sénégal va bel et bien disputer deux matches amicaux. Outre la Bosnie-Herzégovine, les hommes du sélectionneur Aliou Cissé vont affronter l'Ouzbékistan. L'information a été donnée ce lundi par Jeune Afrique, sur son site. Le média affirme avoir "appris que c'est au Maroc que le Sénégal débutera l'année, le vendredi 23 mars, contre l'Ouzbékistan. Les deux formations se retrouveront à Rabat ou à Casablanca, là où les Ouzbeks affronteront le Maroc quatre jours plus tard". L'adversaire n'est pas très connu sur l'échiquier mondial. Au classement Fifa du 23 novembre 2017, l'Ouzbékistan était positionné au 80e rang.

Le match contre ce pays d'Asie centrale et ancienne république soviétique sera le premier duel que les Lions disputeront dans le cadre de leur préparation pour Russie-2018. Les dirigeants sénégalais avaient déjà réussi à caler une rencontre amicale face à la Bosnie-Herzégovine. Ce deuxième match est prévu le mardi 27 mars. Le lieu retenu n'est pas définitivement connu mais la certitude est que le match aura lieu en France. On parle probablement de l'Île-de-France, ou éventuellement au Havre. C'est dans cette ville de Normandie qu'Aliou Cissé avait fait ses débuts au poste de sélectionneur, en mars 2015, face au Ghana (2-1).

Le Sénégal est logé dans le groupe H du Mondial 2018. Les Lions vont y croiser la Pologne, le Japon et la Colombie. ■

FOOT - KADER MANGANE (DÉFENSEUR DE STRASBOURG)

"Mon vrai regret..."

Aujourd'hui capitaine du Racing Club de Strasbourg (Ligue 1 française), l'international sénégalais, Kader Mangane, a livré ses regrets dans Sofoot.

ADAMA COLY

Agé aujourd'hui de 34 ans, Abdou Kader Mangane refait sa carrière de footballeur professionnel à Sofoot.com. Dans un entretien accordé à ce site, l'international sénégalais parle de ses expériences en Suisse, France, Arabie Saoudite, Angleterre. Dans ce parcours, l'actuel capitaine du Racing Club de Strasbourg (Ligue 1 française) n'a pas eu que des moments de bonheur. "En France, j'ai franchi un cap supplémentaire. À Lens d'abord, en 2007-2008, puis à Rennes où j'ai passé quatre très belles années. J'ai beaucoup progressé lors de mon passage dans ce club. On m'a fait confiance, on m'a confié le brassard de capitaine, j'ai beaucoup joué, côtoyé de très bons joueurs. J'ai joué plusieurs matchs européens. Mon vrai regret, c'est de ne pas avoir remporté la Coupe de France en 2009 face à Guingamp (1-2), même si je n'avais pas disputé la finale", raconte-t-il.

A cet échec, s'ajoute celui de sa découverte de la Premier League anglaise avec Sunderland, en janvier 2013 : "Je n'ai joué que deux matchs... C'est un peu un regret de ne pas avoir davantage goûté à la Premier League, c'est vrai. C'étaient les choix des deux entraîneurs que j'ai eus (Martin O'Neill puis Paolo Di Canio, ndlr). Sportivement, cela aurait pu mieux se passer. Mais on apprend d'autres choses. J'étais habitué à jouer davantage. Là, j'ai dû gérer le manque de temps de jeu, alors que je faisais le maximum à l'entraînement. C'est enrichissant humainement, même si on préfère être sur le terrain. Il faut toujours ressortir des choses positives." Après cette parenthèse qui aurait pu lui permettre de mieux s'exposer, l'ancien joueur de Neuchâtel Xamax (Suisse) prend la direction de la Turquie. "À Erciyesspor, j'ai beaucoup joué la première saison, moins la seconde. C'est pourquoi j'ai pensé que c'était le moment de revenir en France. J'ai pu signer à Ajaccio, mais on a été relégué", explique-t-il. Après le purgatoire des Corses, le Sénégalais signe en Alsace et aide le club (Strasbourg) à accéder dans l'élite à l'issue de la saison 2016-2017.

Le natif de Thiès (le 23 mars 1983) revient donc dans un championnat (Ligue 1) qu'il avait quitté à l'été 2012



pour rejoindre Al-Hilal, en Arabie Saoudite. "J'avais envie de découvrir autre chose. On m'a fait une belle proposition, je l'ai acceptée. Al Hilal est un grand club, j'ai découvert un autre pays, une autre culture. Je ne suis pas resté très longtemps, puisqu'au bout de six mois, j'ai été prêté à Sunderland", narre l'ancien pensionnaire de l'Us Rail (Thiès) et de BSC Young Boys (Suisse). Malheureusement pour lui, l'aventure a pris la tournure que l'on connaît. ■

TOURNÉE DU TROPHÉE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Un avant-goût du Mondial

Pour la deuxième fois de son histoire, après 2009, la Tournée du trophée de la Coupe du monde fera escale au Sénégal en mars 2018. Les supporters des Lions auront la possibilité de voir et de se rapprocher du trophée "le plus convoité".



LOUIS GEORGES DIATTA

En attendant la grand-messe du football mondial, les Sénégalais pourront vivre des moments d'apothéose. Cela, grâce à la Tournée du trophée de la Coupe du monde Fifa qui fera une escale à Dakar, les 11 et 12 mars prochain. Ça sera l'occasion pour les nombreux amateurs du ballon rond "d'approcher et d'admirer" ce bijou en or massif de 6,142 kg et 36,8 mètres de haut. "La tournée de la Coupe du monde est rendue possible grâce au partenariat entre Coca-Cola et la Fifa. Nous essayons d'en faire profiter aux populations", a déclaré le directeur des relations publiques et de la communication de Coca-Cola/Afrique subsaharienne, Don Dussey. Il a également souligné que le Sénégal est le second pays (sur les 12 retenus) africain à recevoir le trophée, juste après le Nigeria.

Au cours de son passage dans notre pays, le trophée sera accompagné d'une ancienne star membre de la Fifa ou vainqueur de la compétition. Pour l'instant, a fait savoir M. Dussey, le nom de la vedette n'est pas encore connu. Le programme de cet événement est bien défini. A sa descente sur le tarmac de l'aéroport Blaise Diagne, à 11 heures, une conférence de presse sera organisée. Par la suite, la coupe sera acheminée au Palais présidentiel pour une présentation au président de la République, Macky Sall, qui sera d'ailleurs le seul à avoir le privilège de la toucher. Le lendemain sera la "journée emblématique". Les populations dakaroises auront la possibilité de voir de visu le trophée "le plus convoité", au Grand Théâtre. Une panoplie d'activités y seront tenues dont une séance photo avec la coupe et des sommités du football. Ils seront 10 000 à avoir ce privilège, a informé le responsable Coca-Cola/Sous-région, Serge Aguie. La génération 2002 sera aussi associée à ces moments de communion, selon les organisateurs.

Lors de ce face-à-face avec la presse, le directeur général de la Soboa, Damien Baron, a exprimé sa joie d'accueillir, au Sénégal, la Coupe du monde. "Il y a un engouement, d'excellents joueurs et tout le monde y croit fort. J'espère que l'équipe (du Sénégal) sera performante", a-t-il souhaité. Contrairement à son dernier séjour (2009) dans la capitale sénégalaise, cette fois, les Lions font partie des nations qualifiées pour la phase finale de la compétition. Ce qui fait dire à Don Dussey que "cette fois-ci, le goût est différent". "On sera en Russie en supporters et non en spectateurs. Nous ferons partie des porte-étendards du foot africain", a-t-il soutenu. La cérémonie a enregistré la présence du directeur de Cabinet du ministre des Sports, Ibrahima Ndao, et du secrétaire général du Cnoss, Seydina Diagne.

Des mesures seront prises pour assurer au maximum la sécurité. "L'Etat a mis à disposition ce qu'on peut avoir de plus pointu en matière de sécurité. Nous avons également une entreprise privée de sécurité qui viendra en renforcement", a assuré Dussey. Pour cette 4e édition de la Tournée du trophée de la Coupe du monde, 91 villes, dans 51 pays, seront visitées. Cette année, 24 nouveaux pays ont été ajoutés par rapport à 2014. Ce tour durera neuf mois, pour un total de 152 000 km. ■

LUTTE - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

Belle moisson sénégalaise

Le Sénégal va rentrer avec quatre médailles des Championnats d'Afrique de lutte tenus à Port Harcourt, au Nigeria (5 au 12 février 2018). Adama Diatta (hommes) est le seul à s'être paré d'or. Anta Sambou a remporté l'argent. Deux athlètes sénégalais ont décroché la médaille de bronze. Il s'agit de Jean Bernard Diatta (hommes) et Safiétou Goudiaby (dames). Oumar Faye (H) Nahamie Sambou (D) ont terminé à la 4e place de leur catégorie.

DIVERS

La Fifa vise la parité homme-femme à l'horizon 2026 (Sg)

(APS) La Fédération internationale de football (FIFA) ambitionne d'atteindre la parité (hommes-femmes) dans ses commissions à l'horizon 2026, a indiqué sa secrétaire générale, Fatma Samoura. "La femme apporte aussi au football", qui est également pratiqué par les femmes et les jeunes filles, a fait valoir la numéro 2 de la FIFA dans cet entretien coïncidant avec la journée dédiée au sport féminin en France, samedi.

Fatma Samoura, qui a contribué à la création d'une Commission entièrement dédiée au football féminin au sein de la FIFA, relève que sa nomination doit être perçue comme "un signal" du président de cette instance, Gianni Infantino, d'insuffler "un peu plus de diversité" dans le monde du ballon rond. Dans cette perspective, elle a annoncé le lancement par la FIFA d'une étude portant sur les voies et moyens devant permettre aux footballeuses puissent gagner "plus d'argent" qu'elles n'en gagent actuellement.

Pour la prochaine Coupe du monde féminine prévue en France en 2019, l'objectif de la FIFA est d'arriver à avoir "plus d'un milliard" de téléspectateurs pour attirer davantage de sponsors, selon Mme Samoura. De cette manière, il sera "possible de verser beaucoup plus d'argent aux championnes", a indiqué la Sénégalaise.

Concernant les changements opérés dans les règles de gestion de la FIFA, elle confirme qu'il a été désormais retenu que toute dépense de plus de 300.000 dollars US, devrait avoir l'aval de la secrétaire générale. "L'objectif est de mettre en place une administration qui met en avant la transparence et l'intégrité dans ses activités", a-t-elle souligné.